

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

Unité - Travail - Progrès



CONSTITUTION

Promulguée le 04 mai 2018
et révisée par la Loi Constitutionnelle N°017/PR/2020 du 14 Décembre 2020

Sommaire

<u>PREAMBULE</u>	5
TITRE I : DE L'ÉTAT ET DE LA SOUVERAINETE	8
TITRE II : DES LIBERTES, DES DROITS FONDAMENTAUX ET DES DEVOIRS	10
<u>CHAPITRE I : DES LIBERTES ET DES DROITS FONDAMENTAUX</u>	10
<u>CHAPITRE II : DES DEVOIRS</u>	14
TITRE III : DU POUVOIR EXECUTIF	16
<u>CHAPITRE I : DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE</u>	16
<u>CHAPITRE II : DU GOUVERNEMENT</u>	23
TITRE IV : DU POUVOIR LEGISLATIF	26
TITRE V : DES RAPPORTS ENTRE LE POUVOIR EXECUTIF ET LE POUVOIR LEGISLATIF	30
TITRE VI : DU POUVOIR JUDICIAIRE	38
<u>CHAPITRE I : DE LA COUR SUPREME</u>	39
<u>CHAPITRE II : DE LA COUR DES COMPTES</u>	41
<u>CHAPITRE III : DES REGLES COUTUMIERES ET TRADITIONNELLES</u>	43
TITRE VII : DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, CULTUREL ET ENVIRONNEMENTAL	44
TITRE VIII : DE LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	45
TITRE IX : DE LA JUSTICE MILITAIRE	46
TITRE X : DE LA HAUTE AUTORITE DES MEDIAS ET DE L'AUDIOVISUEL	47
TITRE XI : DE LA DEFENSE NATIONALE ET DE LA SECURITE	49
<u>CHAPITRE I : DE L'ARMEE NATIONALE TCHADIENNE</u>	49
<u>CHAPITRE II : DE LA GENDARMERIE NATIONALE</u>	50
<u>CHAPITRE III : DE LA POLICE NATIONALE</u>	50
<u>CHAPITRE IV : DE LA GARDE NATIONALE ET NOMADE</u>	50
<u>CHAPITRE V : DU CORPS DE POLICE JUDICIAIRE</u>	51
TITRE XII : DES COLLECTIVITES AUTONOMES	52
TITRE XIII : DES AUTORITES TRADITIONNELLES ET COUTUMIERES	56
TITRE XIV : DE LA COOPERATION, DES TRAITES ET ACCORDS INTERNATIONAUX	57
TITRE XV : DE LA REVISION	58
TITRE XVI : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES	59

PREAMBULE

Le Tchad, proclamé République le 28 Novembre 1958, a accédé à la souveraineté nationale et internationale le 11 août 1960.

Depuis cette date, il a connu une évolution institutionnelle et politique mouvementée.

Des années d'occupation, de guerres, de dictature et de parti unique ont empêché l'éclosion de toute culture démocratique et de pluralisme politique.

Les différents régimes, qui se sont succédés, ont créé et entretenu le régionalisme, le tribalisme, le népotisme, les inégalités sociales, les violations des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales individuelles et collectives, dont les conséquences ont été la guerre, la violence politique, la haine, l'intolérance et la méfiance entre les différentes communautés qui composent la Nation tchadienne.

Cette crise institutionnelle et politique qui a secoué le Tchad pendant plus de quatre décennies n'a pas pour autant entamé la détermination du Peuple tchadien à parvenir à l'édification d'une Nation, à la dignité, à la liberté, à la paix et à la prospérité.

Ainsi, la Conférence Nationale Souveraine tenue à N'Djaména du 15 Janvier au 7 Avril 1993, à l'initiative du Président de la République et ayant réuni les Partis Politiques, les associations de la société civile, les corps de l'Etat, les autorités traditionnelles et religieuses, les représentants du monde rural et les personnalités ressources, a redonné confiance au Peuple Tchadien et permis l'avènement d'une ère nouvelle.

Cette nouvelle ère a été consacrée dans la Constitution du 31 mars 1996, adoptée par référendum, révisée en 2005 et 2013.

Après deux décennies d'expérimentation des institutions issues de cette Constitution, le Forum National Inclusif, tenu à N'Djaména du 19 au 27 mars 2018, a permis d'apporter les réformes nécessaires au renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit.

Le deuxième (2^{ème}) Forum National Inclusif, tenu à N'Djaména du 29 octobre au 1^{er} novembre 2020, a permis l'évaluation de la mise en œuvre des soixante-quatorze résolutions issues du 1^{er} Forum, et a permis également de relever la nécessité d'apporter des correctifs pour la consolidation de la paix, de l'unité nationale, de la stabilité, de

l'État de droit, de la bonne gouvernance et d'une grande efficacité dans le fonctionnement des institutions de la République.

Ce processus de réformes validé par le Peuple et consacré par la présente loi constitutionnelle adopte la forme d'un Etat unitaire fortement décentralisé et modernise en profondeur les institutions de l'État.

En conséquence, Nous, Peuple Tchadien :

Affirmons par la présente Constitution notre volonté de vivre ensemble dans le respect des diversités ethniques, religieuses, régionales et culturelles ; de bâtir un Etat de droit et une Nation unie fondée sur les libertés publiques et les droits fondamentaux de l'Homme, la dignité de la personne humaine et le pluralisme politique, sur les valeurs africaines de solidarité et de fraternité ;

Affirmons notre attachement à l'intégrité, la probité, la transparence, l'impartialité et à l'obligation de rendre compte comme des valeurs républicaines et éthiques propres à moraliser la vie de la Nation ;

Considérons que la tolérance politique, ethnique et religieuse, le pardon, le dialogue interreligieux et le dialogue des cultures constituent des valeurs fondamentales concourant à la consolidation de notre unité et de notre cohésion nationales ;

Reconnaissons la promotion du genre et de la jeunesse comme facteur de réalisation de l'égalité entre hommes et femmes dans notre pays et l'impératif de sa prise en compte pour le développement humain durable ;

Réaffirmons notre attachement aux principes des Droits de l'Homme tels que définis par la Charte des Nations Unies de 1945, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981 ;

Proclamons solennellement notre droit et notre devoir de résister et de désobéir à tout individu ou groupe d'individus, à tout corps d'Etat qui prendrait le pouvoir par la force ou l'exercerait en violation de la présente Constitution ;

Affirmons notre opposition totale à tout régime dont la politique se fonderait sur l'arbitraire, la dictature, l'injustice, la corruption, la concussion, le népotisme, le clanisme, le tribalisme, le confessionnalisme et la confiscation du pouvoir ;

Affirmons notre volonté de coopérer dans la paix et l'amitié avec tous les peuples partageant nos idéaux de liberté, de justice et de solidarité, sur la base des principes d'égalité, d'intérêts réciproques, du respect mutuel et de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence ;

Proclamons notre attachement à la cause de l'unité africaine et notre engagement à tout mettre en œuvre pour réaliser l'intégration sous-régionale et régionale ;

Adoptons solennellement la présente Constitution comme loi suprême de l'Etat.

Le présent préambule fait partie intégrante de la Constitution.

Titre I : DE L'ÉTAT ET DE LA SOUVERAINETE

Article 1^{er} : Le Tchad est une République souveraine, indépendante, laïque, sociale, une et indivisible, fondée sur les principes de la démocratie, le règne de la loi et de la justice.

Il est affirmé la séparation des religions et de l'Etat.

Article 2 : D'une superficie d'un million deux cent quatre-vingt-quatre mille (1.284.000) km², la République du Tchad est organisée en Unités Administratives et en Collectivités Autonomes dont l'autonomie est garantie par la présente Constitution.

Article 3 : La Souveraineté appartient au peuple qui l'exerce soit directement par référendum, soit indirectement par l'intermédiaire de ses représentants élus.

Aucune communauté, aucune corporation, aucun parti politique ou association, aucune organisation syndicale, aucun individu ou groupe d'individus ne peut s'en attribuer l'exercice.

Les conditions de recours au référendum sont déterminées par la présente Constitution et par une loi organique.

Article 4 : Les partis et les groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent librement leurs activités dans les conditions prévues par la loi et dans le respect des principes de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale, de l'unité nationale et de la démocratie pluraliste.

Article 5 : Toute propagande à caractère ethnique, tribal, régional ou confessionnel tendant à porter atteinte à l'unité nationale ou à la laïcité de l'Etat est interdite.

Article 6 : Le suffrage est universel, direct ou indirect, égal et secret.

Sont électeurs dans les conditions déterminées par la loi tous les Tchadiens des deux sexes, âgés de dix-huit ans révolus et jouissant de leurs droits civiques et politiques.

Article 7 : Le principe de l'exercice du pouvoir est le Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, fondé sur la séparation des pouvoirs : Exécutif, Législatif et Judiciaire.

Article 8 : L'emblème national est le drapeau tricolore : bleu, or, rouge à bandes verticales et à dimensions égales, le bleu étant du côté de la hampe.

La Devise de la République du Tchad est : Unité - Travail - Progrès.

L'Hymne national est "la Tchadienne".

La Fête Nationale est le 11 août, jour de l'Indépendance du Tchad.

La capitale de la République du Tchad est N'Djaména.

Article 9 : Les langues officielles sont le Français et l'Arabe.

La loi fixe les conditions de promotion et de développement des langues nationales.

Article 10 : Les sceaux et les armoiries de la République du Tchad sont déterminés par la loi.

Article 11 : Les conditions d'acquisition et de perte de la nationalité tchadienne sont fixées par la loi.

TITRE II : DES LIBERTES, DES DROITS FONDAMENTAUX ET DES DEVOIRS

Article 12 : Les libertés et les droits fondamentaux sont reconnus et leur exercice garanti aux citoyens dans les conditions et les formes prévues par la Constitution et la loi.

Article 13 : Les Tchadiens des deux sexes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Ils sont égaux devant la loi.

Article 14 : L'Etat assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale.

Il a le devoir de veiller à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme et d'assurer la protection de ses droits dans tous les domaines de la vie privée et publique.

Article 15 : Sous réserve des droits politiques, les étrangers régulièrement admis sur le territoire de la République du Tchad bénéficient des mêmes droits et libertés que les nationaux. Ils sont tenus de se conformer à la Constitution, aux lois et règlements de la République.

Article 16 : Les droits des personnes morales sont garantis par la présente Constitution.

CHAPITRE I : DES LIBERTES ET DES DROITS FONDAMENTAUX

Article 17 : La personne humaine est sacrée et inviolable.

Tout individu a droit à la vie, à l'intégrité de sa personne, à la sécurité, à la liberté, à la protection de sa vie privée et de ses biens.

Article 18 : Nul ne peut être soumis, ni à des sévices ou traitements dégradants et humiliants, ni à la torture.

Article 19 : L'esclavage, la traite des êtres humains, le travail forcé, la torture physique ou morale, les traitements inhumains, cruels, dégradants et humiliants, les violences physiques, les mutilations génitales féminines, les mariages précoces ainsi que toutes les autres formes d'avilissement de l'être humain sont interdits.

Article 20 : Tout individu a droit au libre épanouissement de sa personne dans le respect des droits d'autrui, des bonnes mœurs et de l'ordre public.

Article 21 : Nul ne peut être tenu en esclavage ou en servitude.

Article 22 : Les arrestations et détentions illégales et arbitraires sont interdites.

Article 23 : Nul ne peut être détenu dans un établissement pénitentiaire s'il ne tombe sous le coup d'une loi pénale en vigueur.

Article 24 : Nul ne peut être arrêté ni inculpé qu'en vertu d'une loi promulguée antérieurement aux faits qui lui sont reprochés.

Article 25 : Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à l'établissement de sa culpabilité à la suite d'un procès régulier offrant des garanties indispensables à sa défense.

Article 26 : La peine est personnelle. Nul ne peut être rendu responsable et poursuivi pour un fait non commis par lui.

Article 27 : Les règles coutumières et traditionnelles relatives à la responsabilité pénale collective sont interdites.

Article 28 : Les libertés d'opinion et d'expression, de communication, de conscience, de religion, de presse, d'association, de réunion, de circulation, de manifestations sont garanties à tous.

Elles ne peuvent être limitées que par le respect des libertés et des droits d'autrui et par l'impératif de sauvegarder l'unité nationale, l'ordre public et les bonnes mœurs.

La loi détermine les conditions de leur exercice.

Article 29 : La liberté syndicale est reconnue.

Tout citoyen est libre d'adhérer au syndicat de son choix.

Article 30 : Le droit de grève est reconnu.

Il s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

Article 31 : La dissolution des associations, des partis politiques et des syndicats ne peut intervenir que dans les conditions prévues par leurs statuts ou par voie judiciaire et aussi en cas de mise en danger de l'unité nationale.

Article 32 : La Constitution garantit le droit d'opposition démocratique.

La loi détermine les droits et obligations constituant le statut de l'opposition.

Article 33 : L'accès aux emplois publics est garanti à tout Tchadien sans discrimination aucune, sous réserve des conditions propres à chaque emploi.

Chaque agent public signe à la prise de service un engagement déontologique.

Article 34 : L'Etat œuvre à la promotion des droits politiques de la femme par une meilleure représentation dans les assemblées élues, les institutions et administrations publiques et privées.

Les modalités d'application de cet article sont fixées par la loi.

Article 35 : L'Etat reconnaît à tous les citoyens le droit au travail.

Il garantit au travailleur la juste rétribution de ses services ou de sa production. Nul ne peut être lésé dans son travail en raison de ses origines, de ses opinions, de ses croyances, de son sexe ou de sa situation matrimoniale.

Article 36 : Tout Tchadien a droit à la culture.

L'Etat a le devoir de sauvegarder et de promouvoir les valeurs culturelles nationales.

Article 37 : Tout citoyen a droit à la création, à la protection et à la jouissance de ses œuvres intellectuelles et artistiques.

L'Etat assure la promotion et la protection du patrimoine culturel national ainsi que de la production artistique et littéraire.

Article 38 : Tout citoyen a droit à l'instruction.

L'enseignement public fondamental est laïc et gratuit.

L'enseignement fondamental et le service civique sont obligatoires.

L'enseignement privé est reconnu et s'exerce dans les conditions définies par la loi.

Article 39 : L'Etat assure la promotion et le développement de l'enseignement public général, technique et professionnel.

Article 40 : L'Etat et les Collectivités Autonomes créent les conditions et les institutions qui assurent et garantissent l'éducation des enfants, la promotion du genre et des personnes handicapées.

Article 41 : La famille est la base naturelle et morale de la société.

L'Etat et les Collectivités Autonomes ont le devoir de veiller au bien-être de la famille.

Article 42 : Les parents ont le droit naturel et le devoir d'élever et d'éduquer leurs enfants. L'Etat et les Collectivités Autonomes veillent et les soutiennent dans cette tâche.

Les enfants ne peuvent être séparés de leurs parents ou de ceux qui en ont la charge que lorsque ces derniers manquent à leur devoir.

Article 43 : L'Etat et les Collectivités Autonomes créent les conditions pour l'épanouissement et le bien-être de la jeunesse.

Article 44 : L'Etat s'efforce de subvenir aux besoins de tout citoyen qui, en raison de son âge ou de son inaptitude physique ou mentale, se trouve dans l'incapacité de travailler, notamment par l'institution d'organismes à caractère social.

Article 45 : La propriété privée est inviolable et sacrée.

Nul ne peut en être dépossédé que pour cause d'utilité publique dûment constatée et moyennant une juste et préalable indemnisation.

Article 46 : Le domicile est inviolable. Il ne peut y être effectué des perquisitions que dans les cas et les formes prescrits par la loi.

Article 47 : Tout Tchadien a le droit de fixer librement son domicile ou sa résidence en un lieu quelconque du territoire national.

Article 48 : Tout Tchadien a le droit de circuler librement à l'intérieur du territoire national, d'en sortir et d'y revenir.

Article 49 : Le secret de la correspondance et des communications est garanti par la loi.

Article 50 : Le droit d'asile est accordé aux ressortissants étrangers dans les conditions déterminées par la loi.

L'extradition des réfugiés politiques est interdite.

Article 51 : Toute personne a droit à un environnement sain.

Article 52 : L'Etat et les Collectivités Autonomes doivent veiller à la protection de l'environnement.

Les conditions de stockage, de manipulation et d'évacuation des déchets toxiques ou polluants provenant d'activités nationales sont déterminées par la loi.

Le transit, l'importation, le stockage, l'enfouissement, le déversement sur le territoire national des déchets toxiques ou polluants étrangers sont interdits.

CHAPITRE II : DES DEVOIRS

Article 53 : Tout citoyen est tenu de respecter la Constitution, les lois et règlements ainsi que les institutions et les symboles de la République.

Article 54 : Les biens publics sont inviolables. Toute personne doit les respecter et les protéger.

Article 55 : Les pouvoirs publics sont tenus de promouvoir, de respecter et de faire respecter la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques et de réprimer les détournements, la corruption et les infractions assimilées.

Une catégorie de personnalités publiques et d'agents de l'Etat sont soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine à la prise et à la fin de fonction et prêtent serment selon la formule consacrée par les textes en vigueur.

Article 56 : La défense de la patrie et de l'intégrité du territoire national est un devoir pour tout Tchadien.

Le service militaire est obligatoire.

Les conditions d'accomplissement de ce devoir sont déterminées par la loi.

La détention et le port d'armes de guerre sont strictement interdits aux civils sur l'ensemble du territoire national.

Article 57 : La protection de l'environnement est un devoir pour tous. L'Etat et les Collectivités Autonomes veillent à la défense et à la protection de l'environnement.

Tout dommage causé à l'environnement doit faire l'objet d'une juste réparation.

Article 58 : Chaque citoyen participe en fonction de ses revenus et de sa fortune aux charges publiques.

Article 59 : Nul ne peut se prévaloir de ses croyances religieuses, ni de ses opinions philosophiques pour se soustraire à une obligation dictée par l'intérêt national.

Article 60 : L'Etat a le devoir de protéger les intérêts légitimes des ressortissants tchadiens à l'étranger.

L'Etat assure la participation des Tchadiens résidant à l'étranger à la vie de la Nation.

Article 61 : L'Etat garantit la neutralité politique des Forces de Défense et de Sécurité.

Article 62 : L'Etat prend les mesures nécessaires pour intégrer les Droits de l'Homme et les libertés publiques dans les programmes d'enseignement scolaires et universitaires ainsi que dans la formation des Forces de Défense et de Sécurité.

Article 63 : L'Etat exerce sa souveraineté entière et permanente sur toutes les richesses et les ressources naturelles nationales pour le bien-être de toute la communauté nationale.

Toutefois, il peut concéder l'exploration et l'exploitation de ces ressources naturelles à l'initiative privée.

Article 64 : L'Etat garantit la liberté d'entreprise.

TITRE III : DU POUVOIR EXECUTIF

Article 65 : Le pouvoir exécutif est exercé par le Président de la République.

Le Président de la République est élu de la Nation et incarne l'unité nationale.

Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale et du respect de la Constitution, des traités et accords internationaux.

Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat.

CHAPITRE I : DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Article 66 : Le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de six (6) ans, renouvelable une fois.

Article 67 : Peuvent faire acte de candidature aux fonctions de Président de la République, les Tchadiens des deux (2) sexes remplissant les conditions suivantes :

- être Tchadien de naissance, né de père et de mère eux-mêmes Tchadiens d'origine et n'avoir pas une nationalité autre que tchadienne ;
- avoir quarante (40) ans au minimum ;
- jouir de tous ses droits civiques et politiques ;
- avoir une bonne santé physique et mentale ;
- être de bonne moralité ;
- résider sur le territoire de la République du Tchad.

Le candidat doit en outre verser un cautionnement dont le montant est fixé par la loi.

Si le candidat est membre des Forces de Défense et de Sécurité, il doit au préalable se mettre en position de disponibilité.

Article 68 : Les candidatures à l'élection du Président de la République sont déposées auprès de la Cour Suprême quarante (40) jours francs au moins et soixante (60) jours francs au plus avant le premier tour du scrutin.

Trente (30) jours francs avant le premier tour du scrutin, la Cour Suprême arrête et publie la liste des candidats.

Article 69 : Le scrutin est ouvert sur convocation des électeurs par décret pris en Conseil des Ministres.

L'élection du nouveau Président de la République a lieu trente- cinq (35) jours au plus tard avant l'expiration du mandat en cours.

Article 70 : En cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux (2) candidats les plus favorisés au premier tour avant les retraits éventuels, la Cour Suprême, après constat, ordonne qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales ; il en est de même en cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux restés en présence en vue du second tour.

Article 71 : L'élection du Président de la République a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux (2) tours.

Est déclaré élu au premier tour le candidat ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue au premier tour, il est procédé le deuxième dimanche suivant à un second tour pour les deux (2) candidats arrivés en tête.

A l'issue du second tour, est élu Président de la République le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Article 72 : Les conditions d'éligibilité, de présentation, du déroulement du scrutin, du dépouillement et de la proclamation des résultats sont précisées par la loi.

Article 73 : La Cour Suprême veille à la régularité du scrutin et constate les résultats.

Si aucune contestation relative à la régularité des opérations électorales n'est déposée auprès de la Cour Suprême par l'un des candidats dans les cinq (05) jours de la proclamation provisoire, la Cour Suprême déclare le Président de la République définitivement élu.

En cas de contestation, la Cour Suprême est tenue de statuer dans les quinze (15) jours de la proclamation provisoire ; sa décision emporte proclamation définitive ou annulation de l'élection.

Si aucune contestation n'est soulevée dans le délai de cinq (5) jours et si la Cour Suprême estime que l'élection n'est entachée d'aucune irrégularité de nature à entraîner son annulation, elle proclame l'élection du Président de la République dans les dix (10) jours qui suivent le scrutin.

En cas d'annulation, il est procédé à un nouveau tour de scrutin dans les vingt un (21) jours suivant la décision.

Article 74 : Le mandat du nouveau Président de la République prend effet pour compter de la date d'expiration du mandat précédent.

Article 75 : Après la proclamation définitive des résultats par la Cour Suprême, le Président de la République élu prête serment devant la Cour Suprême réunie en audience solennelle, en présence des membres du Parlement.

La formule du serment est la suivante :

Nous, . . . , Président de la République élu selon les lois du pays, jurons solennellement devant le Peuple tchadien et sur l'honneur de :

- *préserver, respecter, faire respecter et défendre la Constitution et les lois ;*
- *remplir avec loyauté les hautes fonctions que la Nation nous a confiées ;*
- *respecter et défendre la forme républicaine de l'Etat ;*
- *préserver l'intégrité du territoire et l'unité de la Nation ;*
- *garantir la justice à tous les citoyens ;*
- *respecter et défendre les droits et les libertés des individus.*

Au cours de cette cérémonie publique, il reçoit les attributs de sa fonction et délivre à cette occasion un message à la Nation.

Article 76 : Les fonctions du Président de la République sont incompatibles avec l'exercice de tout autre mandat électif, de tout emploi public et de toute autre activité professionnelle et lucrative.

Article 77 : Le Président de la République est tenu lors de son entrée en fonction et à la fin de son mandat, de faire sur l'honneur une déclaration écrite de son patrimoine, adressée à la Cour Suprême.

Article 78 : Durant son mandat, le Président de la République ne peut, par lui-même, ni par intermédiaire, rien acheter ou prendre en bail qui appartienne au domaine de l'Etat.

Il ne peut prendre part, ni par lui-même, ni par intermédiaire, aux marchés publics et privés de l'Etat ou de ses démembrements.

Article 79 : La loi fixe la liste civile et les autres avantages alloués au Président de la République en exercice.

Elle détermine également les modalités d'octroi d'une pension et autres avantages aux anciens Présidents de la République jouissant de leurs droits civiques et politiques.

Article 80 : Le Président de la République choisit et nomme par décret un Vice-Président.

Article 81 : En cas d'absence du territoire ou d'empêchement temporaire du Président de la République, son intérim est assuré par le Vice-Président de la République, dans la limite des pouvoirs qu'il lui aura délégués.

Un décret du Président de la République détermine les conditions d'exercice de l'intérim.

Article 82 : En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit ou d'empêchement définitif constaté par la Cour Suprême, saisie par le Parlement réuni en congrès, les attributions du Président de la République, à l'exception des pouvoirs prévus aux articles 86, 89, 90, 96, 97, 98, 99 et 101, sont provisoirement exercées par le Président du Sénat.

En cas d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par le 1^{er} Vice-Président du Sénat.

Dans tous les cas, il est procédé à de nouvelles élections présidentielles quarante cinq (45) jours au moins et quatre vingt dix (90) jours au plus, après l'ouverture de la vacance.

Article 83 : Le Président du Sénat ou le 1^{er} Vice-Président du Sénat, assurant les fonctions de Président de la République ne peut ni démettre le Gouvernement, ni procéder à la révision de la Constitution, ni dissoudre l'Assemblée Nationale, ni se porter candidat à l'élection présidentielle.

Nonobstant les dispositions du premier alinéa, le Président du Sénat ou le Premier Vice Président du Sénat assurant les fonctions de Président de la République, peut adresser un message au Parlement, saisir la Cour Suprême, signer les décrets simples ou exercer les pouvoirs exceptionnels prévus à l'article 97 de la présente Constitution.

Article 84 : Le Président de la République n'est responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison telle que prévue à l'article **168**.

Article 85 : Le Président de la République est le Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement et de l'Administration. A ce titre, il détermine et conduit la politique de la Nation. Il exerce le pouvoir réglementaire.

Article 86 : Le Président de la République nomme le Vice-Président et les Ministres.

Il fixe leurs attributions et met fin à leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Le Vice-Président de la République et les Ministres sont responsables devant le Président de la République.

Article 87 : Le Président de la République préside le Conseil des Ministres.

Le Conseil des Ministres délibère obligatoirement sur :

- les décisions déterminant la politique générale de l'Etat ;
- les projets et propositions de loi ;
- les ordonnances et les décrets réglementaires.

Article 88 : Le Président de la République a l'initiative des lois concurremment avec les membres du Parlement.

Il promulgue les lois dans les quinze (15) jours qui suivent la transmission par l'Assemblée Nationale de la loi définitivement adoptée.

Il peut, avant l'expiration de ce délai, demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles.

La nouvelle délibération, qui ne peut être refusée, suspend le délai de promulgation.

En cas d'urgence, le délai de promulgation est ramené à huit (8) jours.

A l'expiration du délai légal, la loi adoptée est réputée promulguée.

Article 89 : Le Président de la République, pendant la durée des sessions ou sur proposition du Parlement, publiée au Journal Officiel et après avis de la Cour Suprême, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant organisation des pouvoirs publics, comportant approbation d'un accord d'union ou tendant à autoriser la ratification

d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.

Article 90 : Le Président de la République, après consultation du Parlement, peut soumettre au référendum tout texte ou toute question nécessitant la consultation directe du Peuple.

Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du texte, le Président de la République le promulgue dans les délais prévus à l'article 88.

Article 91 : Le Président de la République assure l'exécution des lois.

Il garantit l'exécution des décisions de justice.

Article 92 : Le Président de la République dispose du droit de grâce et de l'initiative des projets de loi d'amnistie.

Article 93 : Le Président de la République accrédite et rappelle les Ambassadeurs et les Envoyés extraordinaires auprès des Etats et des Organisations Internationales. Les Ambassadeurs et Envoyés extraordinaires étrangers sont accrédités auprès de lui.

Article 94 : Le Président de la République est le Chef Suprême des Armées. Il préside les Conseils et Comités Supérieurs de la Défense Nationale.

Article 95 : Le Président de la République peut, outre les fonctions spécialisées de défense de l'intégrité territoriale dévolues aux Forces de Défense et de Sécurité, faire concourir celles-ci au développement économique de la Nation et à toutes autres taches d'intérêt public dans les conditions définies par la loi.

Article 96 : Lorsque le fonctionnement régulier des pouvoirs publics est menacé par des crises persistantes entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, le Président de la République peut prononcer la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Les élections générales ont lieu dans un délai de quarante-cinq (45) jours après la dissolution de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée Nationale se réunit de plein droit le quinzième jour ouvrable qui suit son élection. Si cette réunion a lieu en dehors des périodes prévues pour les sessions ordinaires, une session extraordinaire est ouverte de droit pour une durée de quinze (15) jours.

Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections.

Article 97 : Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité du territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate, et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics est interrompu, le Président de la République, après consultation obligatoire du Président du Sénat, du Président de l'Assemblée Nationale et du Président de la Cour Suprême, prend en Conseil des Ministres, pour une durée n'excédant pas trente (30) jours, les mesures exceptionnelles exigées par ces circonstances.

Cette période ne peut être prorogée qu'après avis du Parlement.

Le Parlement se réunit de plein droit s'il n'est pas en session.

Le Président de la République informe la Nation par message.

La fin de la crise est constatée par un message du Président de la République à la Nation.

Ces mesures exceptionnelles ne sauraient justifier les atteintes aux droits humains, à l'intégrité physique et morale et aux garanties juridictionnelles accordées aux individus.

Article 98 : Les mesures prises en vertu de l'article précédent doivent être inspirées par la volonté d'assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission.

L'Assemblée Nationale ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels.

Article 99 : Le Président de la République signe les ordonnances et les décrets pris en Conseil des Ministres.

Il nomme, en Conseil des Ministres, aux hautes fonctions civiles et militaires de l'Etat.

Une loi organique détermine les emplois auxquels il est pourvu en Conseil des Ministres ainsi que les conditions dans lesquelles le pouvoir de nomination du Président de la République peut être délégué pour être exercé en son nom.

Article 100 : Le Président de la République communique avec le Parlement par des messages qui ne donnent lieu à aucun débat ; ils peuvent toujours inspirer les travaux du Parlement.

Hors session, le Parlement est réuni spécialement à cet effet.

Article 101 : Les actes du Président de la République autres que ceux relatifs :

- à la nomination du Vice-Président de la République ;
- à la dissolution de l'Assemblée Nationale ;
- au recours au référendum ;
- à l'exercice des pouvoirs exceptionnels ;
- au message par lui adressé au Parlement ;
- à la saisine de la Cour Suprême ;
- à la nomination des Ministres, des membres de la Cour Suprême, de la Cour des Comptes, de la Haute Autorité des Médias et de l'Audiovisuel, du Conseil Economique, Social, Culturel et Environnemental et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme ;
- au droit de grâce ;
- aux décrets simples ;

sont contresignés le cas échéant, par les Ministres responsables.

Article 102 : Le Président de la République peut, par décret, déléguer certains de ses pouvoirs au Vice-Président de la République et aux Ministres.

Article 103 : Le Président de la République adresse, une fois par an, un message sur l'état de la Nation au Parlement, réuni en congrès.

CHAPITRE II : DU GOUVERNEMENT

Article 104 : Le Gouvernement est composé du Président de la République, du Vice-Président et des Ministres.

Article 105 : Le Gouvernement exécute la politique de la Nation définie en Conseil des Ministres. Il assure l'exécution des lois.

Article 106 : Le Vice Président et les Ministres sont nommés par décret du Président de la République.

Article 107 : Le Vice-Président de la République doit jouir de ses droits civiques et politiques et doit être âgé de quarante (40) ans au moins.

Il doit être exclusivement de nationalité tchadienne, né de père et de mère eux-mêmes tchadiens d'origine.

Article 108 : A son entrée en fonction, le Vice-Président de la République nommé par le Président de la République conformément aux dispositions des articles 80 et 86 prête serment devant la Cour Suprême, réunie en audience solennelle, en présence du Président de la République, du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée Nationale en ces termes :

« Je jure solennellement et sur l'honneur de respecter la Constitution, de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge, avec loyauté à l'égard du Président de la République ».

Article 109 : Le Vice-président de la République agit sur délégation des pouvoirs du Président de la République.

Article 110 : Le Vice-Président de la République est responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions en cas de haute trahison tel que prévu à l'article 168.

Article 111 : Pendant l'exercice de ses fonctions, le Vice-Président de la République ne peut, par lui-même, ni par intermédiaire, rien acheter ou prendre en bail un bien qui appartienne au domaine de l'Etat.

Il ne peut prendre part, ni par lui-même, ni par intermédiaire, aux marchés publics et privés de l'Etat ou de ses démembrements.

Article 112 : Les Ministres sont responsables devant l'Assemblée Nationale et le Sénat dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 116, 119, 143, 153, 155, 156 et selon les dispositions du Règlement Intérieur de chaque Chambre.

Article 113 : Le Gouvernement assure la sécurité publique et le maintien de l'ordre dans le respect des libertés et des droits de l'Homme.

A cette fin, il dispose de toutes les forces de police chargées du maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure.

Article 114 : A leur entrée en fonction et à la fin de leur exercice, les membres du Gouvernement sont tenus de déposer la liste de leurs biens auprès de la Cour Suprême.

Le Vice-Président et les Ministres sont justiciables devant les juridictions de droit commun pour les crimes et délits économiques et financiers commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Les dispositions relatives aux marchés publics et adjudications prévues à l'article 78 sont applicables aux membres du Gouvernement.

Article 115 : Tout Ministre peut, dans l'exercice de ses fonctions gouvernementales, être interpellé par l'Assemblée Nationale et le Sénat.

Selon les circonstances, l'Assemblée Nationale peut prendre une résolution ou faire des recommandations au Président de la République.

Le Sénat peut faire les recommandations au Président de la République.

Article 116 : Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national, de tout emploi public ou de toute activité professionnelle lucrative, à l'exception de l'enseignement, de la recherche scientifique, de la santé, de l'agriculture et de l'élevage.

Article 117 : A leur entrée en fonction, les Ministres prêtent serment devant le Président de la République, en présence du Vice-Président, du Président du Sénat, du Président de l'Assemblée Nationale et des membres de la Cour Suprême réunie en audience solennelle en ces termes :

« Moi,..., Je jure solennellement d'être loyal dans mon travail, de ne pas trahir la Nation et le Peuple, de ne pas détourner les deniers publics, de ne pas dévoiler les secrets d'Etat et de respecter les engagements contenus dans la Charte déontologique ».

TITRE IV : DU POUVOIR LEGISLATIF

Article 118 : Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement composé de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Les membres de l'Assemblée Nationale portent le titre de député.

Les membres du Sénat portent le titre de sénateur.

Article 119 : Le Parlement vote les lois, contrôle l'action du Gouvernement, évalue les politiques publiques et contrôle l'exécution des lois.

Il vote des résolutions et fait des recommandations dans les conditions fixées par le Règlement Intérieur de chaque Chambre.

Les lois organiques, les lois des finances et les lois relatives aux Collectivités Autonomes sont obligatoirement votées par l'Assemblée Nationale et le Sénat.

Article 120 : Les députés sont élus au suffrage universel direct.

Le mandat des députés est de cinq (5) ans renouvelable.

Les sénateurs sont élus au suffrage universel indirect par un collège électoral composé des conseillers provinciaux et communaux.

La durée du mandat des sénateurs est de six (6) ans renouvelable par tiers (1/3) tous les deux (2) ans.

Article 121 : Le Parlementaire représente la Nation toute entière.

Tout mandat impératif est nul et de nul effet.

Les Tchadiens de l'Etranger sont représentés à l'Assemblée Nationale.

Les nomades sont représentés à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

Article 122 : Peuvent être candidats au Parlement, les Tchadiens des deux sexes remplissant les conditions fixées par la loi.

Article 123 : Une loi organique fixe le nombre des membres de chaque Chambre du Parlement, leurs indemnités, le régime des inéligibilités et des incompatibilités.

Elle fixe également les conditions dans lesquelles sont élues les personnes appelées à assurer, en cas de vacance de siège, le remplacement des députés ou des sénateurs jusqu'au renouvellement général ou partiel de la Chambre à laquelle ils appartiennent.

Article 124 : Les fonctions de parlementaire sont incompatibles avec l'exercice de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national, de tout emploi public ou de toute activité professionnelle lucrative, à l'exception de l'enseignement, de la recherche scientifique, de la santé, de l'agriculture et de l'élevage.

Article 125 : Les membres du Parlement bénéficient de l'immunité parlementaire.

Aucun député ou sénateur ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé pour des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Aucun député ou sénateur ne peut, pendant la durée de session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle que par l'autorisation de la Chambre à laquelle il appartient, sauf cas de flagrant délit.

Aucun membre du Parlement ne peut, hors session, être arrêté sans l'autorisation du Bureau de la Chambre concernée, sauf en cas de flagrant délit, de poursuites autorisées ou de condamnation définitive.

En cas de crime ou délit établi, l'immunité d'un membre du Parlement peut être levée par l'Assemblée Nationale ou par le Sénat lors des sessions.

En cas de flagrant délit, le Bureau de l'Assemblée Nationale ou du Sénat est immédiatement informé de l'arrestation du député ou du sénateur.

Article 126 : Les membres du Bureau de l'Assemblée Nationale sont élus au scrutin secret au début de la première session de la législature.

Le Président de l'Assemblée Nationale est élu pour la durée de la législature.

Les autres membres du Bureau de l'Assemblée Nationale sont élus pour une durée de deux ans et demi (30 mois) renouvelable.

Article 127 : Les membres du Bureau du Sénat sont élus au scrutin secret après chaque renouvellement partiel.

Le Président du Sénat est élu pour la durée de la législature.

Article 128 : En cas de manquement grave constaté, les membres du Bureau de l'Assemblée Nationale ou ceux du Bureau du Sénat peuvent être remplacés à l'issue d'un vote à la majorité de deux tiers (2/3).

En cas de vacance de poste dans le Bureau de l'Assemblée Nationale ou du Sénat pour quelque cause que ce soit, il est procédé dans les vingt et un (21) jours qui suivent à des nouvelles élections pour pourvoir ce poste.

Article 129 : Le droit de vote des membres du Parlement est personnel.

Toutefois, le Règlement Intérieur de chaque Chambre du Parlement peut autoriser la délégation de vote.

Article 130 : Le Règlement Intérieur de chaque Assemblée détermine :

- la composition, les règles de fonctionnement du Bureau ainsi que les prérogatives de son Président ;
- le nombre, le mode de désignation, la composition, le rôle et la compétence de ses commissions permanentes, de ses commissions de délégations ainsi que de ses commissions *ad hoc* et spéciales ;
- l'organisation des services administratifs et financiers ;
- le régime disciplinaire de ses membres ;
- les différents modes de scrutin, à l'exclusion de ceux prévus par la Constitution ;
- toutes les règles relatives au fonctionnement de chaque assemblée.

Article 131 : Si, à l'ouverture d'une session, le quorum des 2/3 des députés ou des sénateurs n'est pas atteint, la séance est renvoyée au troisième jour ouvrable qui suit. Dans ce cas, les délibérations ne sont valables que si la moitié au moins des membres de chaque assemblée est présente.

Article 132 : Les séances des assemblées ne sont valables que si elles se déroulent aux lieux ordinaires de leurs sessions, sauf cas de force majeure.

Les séances des assemblées sont publiques.

Toutefois, chaque Chambre du Parlement peut siéger à huis clos à la demande du Président de la République ou d'un tiers (1/3) de ses membres.

Le compte rendu intégral des débats des assemblées est publié au Journal Officiel de la République.

Article 133 : Le Parlement se réunit de plein droit en deux (2) sessions ordinaires par an.

La première session s'ouvre le 1^{er} février.

La deuxième session s'ouvre le 1^{er} septembre.

Si le 1^{er} février ou le 1^{er} septembre est un jour férié, l'ouverture de la session a lieu le premier jour ouvrable qui suit.

La durée de la première session ne peut excéder cent cinquante (150) jours.

La durée de la deuxième session ne peut excéder cent-vingt (120) jours.

Article 134 : Lorsque les deux (2) Chambres du Parlement se réunissent en congrès, le Bureau de l'Assemblée Nationale préside les travaux.

Article 135 : Le Parlement se réunit en session extraordinaire à la demande du Président de la République ou de la majorité absolue des membres composant l'Assemblée Nationale ou le Sénat sur un ordre du jour déterminé.

Lorsque la session extraordinaire est tenue à la demande des membres du Parlement, le décret de clôture intervient dès que le Parlement a épuisé l'ordre du jour pour lequel il a été convoqué et au plus tard quinze (15) jours à compter de la date d'ouverture de la session.

Le Président de la République peut demander une nouvelle session avant l'expiration du mois qui suit le décret de clôture.

Article 136 : Hors les cas dans lesquels le Parlement se réunit de plein droit, les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du Président de la République.

TITRE V : DES RAPPORTS ENTRE LE POUVOIR EXECUTIF ET LE POUVOIR LEGISLATIF

Article 137 : La loi est votée par le Parlement dans le respect de la répartition des compétences entre l'Etat central et les Collectivités Autonomes.

La loi fixe les règles concernant :

- les droits civiques et les garanties fondamentales accordés aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ;
- la promotion du genre, des jeunes et des personnes handicapées ;
- la mobilisation des ressources et des personnes dans l'intérêt de la Défense Nationale ;
- les principes fondamentaux de l'organisation des Forces de Défense et de Sécurité ainsi qu'une Charte des droits et devoirs de ses membres ;
- la nationalité, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et les libéralités ;
- le code de la famille ;
- la procédure civile ;
- la détermination des infractions pénales ainsi que les peines qui leur sont applicables;
- la procédure pénale, l'amnistie, la création de nouveaux ordres de juridiction et le statut des magistrats ;
- le régime pénitentiaire ;
- l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature ;
- le régime d'émission de la monnaie ;
- la création de catégories d'établissements publics ;
- les nationalisations d'entreprises et les transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé ;
- les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat;
- le régime électoral ;

- la procédure selon laquelle les coutumes sont constatées et mises en harmonie avec les principes de la Constitution ;
- les conditions d'exercice du service civique et du service militaire obligatoire ;
- l'obligation de la déclaration de patrimoine et la liste de personnes assujetties à cette obligation ;
- la formule du serment consacrée par la loi pour les catégories de personnalités et agents assujettis à cette obligation ;
- l'état de siège et l'état d'urgence.

La loi détermine les principes fondamentaux :

- de l'organisation administrative du territoire ;
- de l'organisation de l'Administration générale ;
- du Statut Général de la Fonction publique ;
- de l'organisation générale de la Défense Nationale ;
- de la libre administration des collectivités autonomes, de leurs compétences et de leurs ressources ;
- de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ;
- de la Charte des partis politiques, des régimes des associations et de la presse ;
- de l'enseignement et de la recherche scientifique ;
- de la santé publique, des affaires sociales et des droits de l'enfant ;
- du régime de sécurité sociale ;
- du régime de la propriété, des droits réels et des obligations civiles et commerciales ;
- de la protection de l'environnement et de la conservation des ressources naturelles ;
- du régime foncier ;
- du régime du domaine de l'Etat ;
- de la mutualité, de l'épargne et du crédit ;
- du droit du travail et du droit syndical ;
- de la culture, des arts et des sports ;

- du régime des transports et télécommunications ;
- de l'agriculture, élevage, pêche, faune, eaux et forêts.

Les dispositions du présent article peuvent être précisées et complétées par une loi organique.

Article 138 : Les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire.

Les textes de forme législative intervenus en ces matières peuvent être modifiés par décrets après avis de la Cour Suprême.

Ceux de ces textes qui interviendraient après l'entrée en vigueur de la présente Constitution ne pourront être modifiés par décret que si la Cour Suprême a déclaré qu'ils ont un caractère réglementaire en vertu de l'alinéa précédent.

Article 139 : La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement réuni en congrès.

Article 140 : L'état de siège et l'état d'urgence sont décrétés en Conseil des Ministres.

Le Président de la République en informe les deux assemblées.

Leur prorogation au-delà de vingt et un (21) jours ne peut être autorisée que par les deux (2) Chambres réunies en congrès.

Article 141 : L'envoi des troupes de l'Armée Nationale Tchadienne hors du territoire national est décidé par le Président de la République.

Le Président de la République informe le Parlement de cette décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois (3) jours après le début de l'intervention. Il en précise les objectifs poursuivis.

Lorsque la durée de l'intervention excède quatre (4) mois, le Président de la République soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement.

En cas de désaccord entre les deux (2) Chambres, le vote de l'Assemblée Nationale est prépondérant.

Article 142 : Le Président de la République peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

Les matières, objet de l'autorisation, doivent être énumérées et motivées dans la demande adressée au Parlement.

Les ordonnances sont prises en Conseil des Ministres après avis de la Cour Suprême.

Elles entrent en vigueur dès leur publication mais deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas déposé devant le Parlement avant la date fixée par la loi d'habilitation.

A l'expiration du délai mentionné au premier alinéa du présent article, les ordonnances ne peuvent plus être modifiées que par la loi dans les matières qui sont du domaine législatif.

Article 143 : Les membres du Gouvernement ont accès au Parlement et à ses commissions.

Ils sont entendus à la demande d'un parlementaire ou d'une commission.

Ils peuvent se faire assister par des collaborateurs.

Article 144 : La loi organique est une loi qui précise ou complète une ou plusieurs dispositions constitutionnelles.

Elle est votée en termes identiques par les deux Chambres sans qu'il ne soit possible de donner la prééminence à l'Assemblée Nationale.

Elle ne peut être promulguée que si la Cour Suprême, obligatoirement saisie par le Président de la République, l'a déclarée conforme à la Constitution.

Ne sont applicables aux lois organiques, les dispositions relatives à l'habilitation de légiférer accordée au Président de la République.

Article 145 : Les lois de programme déterminent les objectifs de l'action économique, sociale, culturelle et environnementale de l'Etat.

Article 146 : Les lois de finances déterminent les ressources et les charges de l'Etat dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique et conformément aux règles de transparence et de bonne gouvernance.

Le Parlement vote les projets de loi de finances dans les conditions prévues par une loi organique.

Le projet de loi des finances est déposé sur le Bureau de l'Assemblée Nationale et du Sénat au plus tard la veille de l'ouverture de la deuxième session ordinaire.

Le Parlement dispose de cent (100) jours au plus pour voter les projets de loi de finances.

Si, par suite d'un cas de force majeure, le Gouvernement n'a pu déposer le projet de loi de finances de l'année en temps utile pour que le Parlement dispose, avant la fin de la session ordinaire du délai prévu à l'alinéa précédent, celle-ci est, immédiatement et de plein droit, suivie d'une session extraordinaire dont la durée est au plus égale au temps nécessaire pour parfaire ledit délai.

Si le projet de loi de finances n'est pas voté définitivement à l'expiration du délai de cent (100) jours prévus ci-dessus, il peut être mis en vigueur par ordonnance.

Cette ordonnance doit tenir compte des amendements votés par le Parlement et acceptés par le Gouvernement.

Si compte tenu de la procédure ci-dessus, la loi n'a pu être mise en vigueur avant le début de l'année budgétaire, le Gouvernement est autorisé à continuer à percevoir les recettes et exécuter à titre provisoire mois par mois, les dépenses sur la base des crédits ouverts par la dernière loi des finances afférente à l'exercice précédent.

La Cour des Comptes assiste le Gouvernement et le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Le Parlement règle les comptes de la Nation selon les modalités prévues par la loi organique relative à la loi de finances.

Il est, à cet effet, assisté par la Cour des Comptes qu'il charge de toute enquête et étude se rapportant à l'exécution des recettes et des dépenses publiques ou à la gestion de la trésorerie nationale, des Collectivités Autonomes, des administrations ou institutions relevant de l'Etat ou soumises au contrôle de celui-ci.

Le projet de loi de règlement doit être déposé sur le Bureau des deux (2) Chambres du Parlement un (1) an au plus tard après l'exécution du budget.

Article 147 : L'initiative des lois appartient concurremment au Président de la République et aux membres du Parlement.

Les projets et propositions de loi sont soumis, par le Président de la République, à la Cour Suprême, pour avis, avant d'être examinés en Conseil des Ministres.

Les projets et propositions de loi sont délibérés en Conseil des Ministres et déposés à la fois sur le Bureau de l'Assemblée Nationale et du Sénat.

Les projets de loi des finances sont soumis en premier lieu à l'Assemblée Nationale

Article 148 : Les projets et propositions de loi relatifs aux compétences et aux ressources des Collectivités Autonomes sont votés par le Parlement.

Article 149 : Les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit une création ou une aggravation des dépenses publiques, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une proposition d'augmentation de recettes ou d'économies équivalentes.

L'irrecevabilité est prononcée par le Président de chaque Chambre.

Article 150 : S'il apparaît au cours de la procédure législative qu'une proposition ou un amendement n'est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu des dispositions de l'article 142 relatives à l'habilitation, le Président de la République peut opposer l'irrecevabilité.

En cas de désaccord entre le Président de la République et l'assemblée intéressée, la Cour Suprême, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, statue dans un délai de huit (8) jours.

Article 151 : La discussion des projets et propositions de loi porte sur le texte présenté par le Président de la République.

Une Assemblée saisie d'un texte voté par l'autre Assemblée, délibère sur le texte qui lui est transmis.

Article 152 : Les projets et propositions de loi sont envoyés pour examen aux commissions spécialement désignées à cet effet.

Les projets et propositions de loi pour lesquels une telle demande n'a pas été faite sont envoyés à l'une des commissions permanentes.

Article 153 : Les membres du Parlement et le Gouvernement ont le droit d'amendement.

Lorsqu'une assemblée a confié l'examen d'un projet de texte à une Commission, le Gouvernement peut, après l'ouverture des débats, s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été préalablement soumis à cette Commission.

Si le Gouvernement le demande, la chambre saisie se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par lui.

Article 154 : Tout projet ou proposition de loi est successivement examinée dans les deux chambres du Parlement en vue de l'adoption d'un texte identique.

Lorsque par suite d'un désaccord entre les deux assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adoptée après deux lectures par chaque assemblée ou, si le Gouvernement a déclaré l'urgence, après une seule lecture par chacune d'entre elle, le Gouvernement a la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.

Le texte élaboré par la commission mixte peut être soumis par le Gouvernement pour approbation par les deux assemblées. Aucun amendement n'est recevable, sauf accord du Gouvernement.

Si la commission mixte ne parvient pas à l'adoption du texte commun ou si ce texte n'est pas adopté dans les conditions prévues à l'article précédent, le Gouvernement peut, après une nouvelle lecture par l'Assemblée Nationale et le Sénat, demander à l'Assemblée Nationale de statuer définitivement. Dans ce cas, l'Assemblée Nationale peut reprendre soit le texte élaboré par la commission mixte, soit le dernier texte voté par elle, complété le cas échéant par un ou plusieurs des amendements du Sénat.

Article 155 : L'ordre du jour des assemblées est fixé par la Conférence des Présidents de chaque Chambre dont la composition est déterminée par le Règlement Intérieur de celle-ci.

Un membre du Gouvernement y assiste de droit.

Le Règlement Intérieur de chaque Chambre détermine l'organisation des moyens d'information et de contrôle de l'action gouvernementale.

Article 156 : Le Gouvernement est tenu de fournir au Parlement toutes les explications qui lui sont demandées sur sa gestion et sur ses activités.

Les moyens d'information et de contrôle du Parlement sur l'action du Gouvernement sont :

- l'interpellation ;
- la question écrite ;
- la question orale ;
- les questions d'actualité ;
- la commission d'enquête ;
- l'audition en commissions ;
- l'évaluation des politiques publiques.

Les moyens d'information et de contrôle de l'action gouvernementale sont exercés dans les conditions déterminées par le Règlement Intérieur de chaque Chambre.

TITRE VI : DU POUVOIR JUDICIAIRE

Article 157 : Le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif.

Article 158 : Il est institué un seul ordre de juridiction.

Article 159 : Le pouvoir judiciaire est exercé au Tchad par la Cour Suprême, la Cour des Comptes, les Cours d'Appel, la Haute Cour Militaire, les Tribunaux et les Justices de paix.

Il est le gardien des libertés et de la propriété individuelle. Il veille au respect des droits fondamentaux.

Article 160 : La justice est rendue au nom du Peuple Tchadien.

Article 161 : Le Président de la République est le garant de l'indépendance de la Magistrature.

Il veille à l'exécution des lois et des décisions de justice.

Il est assisté par le Conseil Supérieur de la Magistrature.

Article 162 : Le Président de la République préside le Conseil Supérieur de la Magistrature.

Le Ministre de la Justice en est de droit le Premier Vice-Président.

Le Président de la Cour Suprême en est le deuxième Vice-Président.

Les autres membres du Conseil Supérieur de la Magistrature sont élus dans les conditions fixées par la loi.

Article 163 : Le Conseil Supérieur de la Magistrature propose les nominations et les avancements des magistrats.

Article 164 : Les magistrats sont nommés par décret du Président de la République après avis conforme du Conseil Supérieur de la Magistrature.

Ils sont révoqués dans les mêmes conditions.

Article 165 : La discipline et la responsabilité des magistrats à tous les niveaux relèvent du Conseil Supérieur de la Magistrature.

En matière disciplinaire, la Présidence du Conseil Supérieur de la Magistrature est assurée par le Président de la Cour Suprême.

Article 166 : Les magistrats du siège ne sont soumis, dans l'exercice de leurs fonctions, qu'à l'autorité de la loi.

Ils sont inamovibles.

Article 167 : Les autres règles d'organisation, de fonctionnement ainsi que le régime des incompatibilités sont fixés par une loi.

CHAPITRE I : DE LA COUR SUPREME

Article 168 : La Cour Suprême est la plus haute juridiction du Tchad en matière judiciaire, administrative et constitutionnelle.

Elle connaît du contentieux des élections présidentielles, législatives et locales.

Elle veille à la régularité des opérations de référendum et en proclame les résultats.

Elle statue sur l'exception d'inconstitutionnalité soulevée par tout citoyen devant une juridiction dans une affaire qui le concerne.

Dans ce cas, la juridiction sursoit à statuer et saisit la Cour Suprême qui doit prendre une décision dans un délai maximum de quarante-cinq (45) jours.

Elle statue obligatoirement sur la constitutionnalité des lois organiques et des lois sur les libertés publiques et les droits de l'Homme avant leur promulgation ; les Règlements Intérieurs des assemblées et ceux des autres institutions avant leur mise en application.

Elle règle les conflits d'attributions entre les Institutions de l'Etat.

La Cour Suprême est compétente pour juger le Président de la République, le Vice-Président de la République et les Ministres ainsi que leurs complices en cas de haute trahison.

Constitue un crime de haute trahison, tout acte portant atteinte à la forme républicaine, à l'unicité et à la laïcité de l'Etat, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité du territoire national.

Sont assimilés à la haute trahison, les violations graves et caractérisées des droits de l'Homme, le trafic de drogues et l'introduction des déchets toxiques ou dangereux en vue de leur transit, dépôt ou stockage sur le territoire national.

La Cour Suprême connaît également de la poursuite engagée contre le Vice-Président et les Ministres pour les crimes et délits économiques et financiers commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

La Cour Suprême comprend quatre (4) chambres :

- une (1) chambre judiciaire ;
- une (1) chambre administrative ;
- une (1) chambre constitutionnelle ;
- une (1) chambre non permanente composée de sept (7) députés et de cinq (5) magistrats de la Cour Suprême élus par leurs pairs chargée des cas de haute trahison.

La Cour Suprême statue en dernier ressort et ses décisions sont sans recours.

Article 169 : La Cour Suprême est composée de trente un (31) membres dont un (1) Président et trente (30) Conseillers.

Le Président de la Cour Suprême est choisi parmi les hauts magistrats professionnels.

Il est nommé par décret du Président de la République après avis du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée Nationale.

Les autres membres sont désignés de la façon suivante :

- quinze (15) choisis parmi les hauts magistrats professionnels dont:
 - huit (8) par le Président de la République ;
 - trois (3) par le Président du Sénat.
 - quatre (4) par le Président de l'Assemblée Nationale ;
- huit (8) parmi les spécialistes du Droit Administratif dont :
 - quatre (4) par le Président de la République ;
 - deux (2) par le Président du Sénat.
 - deux (2) par le Président de l'Assemblée Nationale ;
- sept (7) parmi les spécialistes du Droit Constitutionnel dont :
 - Trois (3) par le Président de la République ;
 - deux (2) par le Président du Sénat.
 - deux (2) par le Président de l'Assemblée Nationale ;

Les membres de la Cour Suprême sont désignés pour un mandat de sept (7) ans renouvelable.

Les attributions et les autres règles d'organisation et de fonctionnement ainsi que la procédure suivie devant la Cour Suprême sont déterminées par une loi organique.

Article 170 : Les membres de la Cour Suprême sont inamovibles pendant leur mandat.

Article 171 : Avant leur entrée en fonction, les membres non magistrats de la Cour Suprême prêtent serment devant la Cour Suprême, en présence du Président de la République, du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée Nationale en ces termes :

« Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de les exercer en toute impartialité dans le respect des lois et de garder le secret des délibérations ».

CHAPITRE II : DE LA COUR DES COMPTES

Article 172 : La Cour des Comptes est la plus haute juridiction en matière de contrôle de l'exécution du budget de l'Etat.

Elle assiste le Gouvernement et le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et dans l'évaluation des politiques publiques.

La Cour des Comptes juge les comptes des comptables publics. Elle vérifie la régularité des recettes et des dépenses et s'assure de l'emploi des crédits, fonds et valeurs gérées par les services de l'Etat ou par les autres personnes morales de droit public.

Elle assure la vérification des comptes de gestion des entreprises publiques et des organismes à participation financière publique. Elle déclare et apure les gestions de fait.

Elle sanctionne les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat, des Collectivités Autonomes et des organismes soumis à son contrôle.

La Cour des Comptes comprend quatre Chambres :

- une Chambre des Affaires budgétaires et financières ;
- une Chambre de contrôle et d'audit ;
- une Chambre de discipline budgétaire ;
- une Chambre juridictionnelle.

Article 173 : La Cour des Comptes est composée de treize (13) membres dont un (1) Président et douze (12) Conseillers.

Le Président de la Cour des Comptes est choisi parmi les hauts cadres du droit budgétaire et de la comptabilité publique.

Il est nommé par décret du Président de la République après avis du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée Nationale.

Les autres membres sont désignés de la façon suivante :

-Neuf (9) spécialistes de la gestion, de l'économie, de la fiscalité, du droit budgétaire et de la comptabilité dont :

- quatre (4) par le Président de la République ;
- deux (2) par le Président du Sénat ;
- trois (3) par le Président de l'Assemblée Nationale.

- Trois (3) Magistrats de l'ordre judiciaire dont :

- un (1) par le Président de la République ;
- Un (1) par le Président du Sénat ;
- Un (1) par le Président de l'assemblée Nationale.

Article 174 : les membres de la Cour des Comptes sont désignés pour un mandat de sept (7) ans renouvelable.

Article 175 : Avant leur entrée en fonction, les membres de la Cour des Comptes non-magistrats prêtent serment devant la Cour Suprême, réunie en audience solennelle, en présence du Président de la République, du Président du Sénat et du Président de l'Assemblée Nationale suivant la formule ci-après :

« Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions, de les exercer en toute impartialité dans le respect des lois et de garder le secret des délibérations ».

Les attributions et les autres règles d'organisation et de fonctionnement ainsi que les procédures suivies devant la Cour des Comptes sont déterminées par une loi organique.

CHAPITRE III : DES REGLES COUTUMIERES ET TRADITIONNELLES

Article 176 : Jusqu'à leur codification, les règles coutumières et traditionnelles ne s'appliquent que dans les communautés où elles sont reconnues.

Toutefois, les coutumes contraires à l'ordre public ou celles qui prônent l'inégalité entre les citoyens sont interdites.

Article 177 : Les règles coutumières et traditionnelles régissant les régimes matrimoniaux et les successions ne peuvent s'appliquer qu'avec le consentement des parties concernées.

A défaut de consentement, la loi nationale est seule applicable.

Il en est de même en cas de conflit entre deux (2) ou plusieurs règles coutumières.

Article 178 : Les réparations coutumières et traditionnelles ne peuvent faire obstacle à l'action publique.

TITRE VII : DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, CULTUREL ET ENVIRONNEMENTAL

Article 179 : Il est institué un organe consultatif dénommé Conseil Economique, Social, Culturel et Environnemental.

Article 180 : Le Conseil Economique, Social, Culturel et Environnemental est chargé de donner son avis sur les questions à caractère économique, social, culturel ou environnemental portées à son examen par le Président de la République, le Président du Sénat ou le Président de l'Assemblée Nationale .

Il est consulté sur tout projet de plan ou de programme à caractère économique, social, culturel ou environnemental.

Il peut également procéder à l'analyse de tout problème de développement économique, social, culturel ou environnemental. Il soumet ses conclusions au Président de la République, au Président du Sénat et au Président de l'Assemblée Nationale.

Son avis est nécessaire sur tous les projets de loi de programme à caractère économique, social, culturel et environnemental.

Article 181 : Le Conseil Economique, Social, Culturel et environnemental peut désigner l'un de ses membres, à la demande du Président de la République, du Président du Sénat ou du Président de l'Assemblée Nationale, pour exposer devant ces organes l'avis du Conseil sur les questions qui lui sont soumises.

Article 182 : Une loi organique fixe la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil Economique, Social, Culturel et Environnemental.

TITRE VIII : DE LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Article 183 : Il est institué une Commission Nationale des Droits de l'Homme.

La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) est une autorité administrative indépendante.

Article 184 : La Commission Nationale des Droits de l'Homme a pour mission de :

- formuler des avis au Gouvernement sur les questions relatives aux droits de l'Homme, y compris la condition de la femme, les droits de l'enfant et des handicapés;
- assister le Gouvernement et les autres institutions nationales et internationales pour toutes les questions relatives aux droits de l'Homme au Tchad en conformité avec la Charte des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales ;
- participer à la révision de la législation en vigueur et à l'élaboration de nouvelles normes relatives aux droits de l'Homme, en vue de la construction de l'État de droit et du renforcement de la démocratie ;
- procéder à des enquêtes, études, publications relatives aux droits de l'Homme;
- aviser le Gouvernement sur les ratifications des instruments juridiques internationaux relatifs à la torture, au traitement inhumain et dégradant.

Article 185 : La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) est autonome quant aux choix des questions qu'elle examine par auto-saisine. La Commission est entièrement libre de ses avis qu'elle transmet au Président de la République et dont elle assure la diffusion auprès de l'opinion publique.

Article 186 : Les règles d'organisation et de fonctionnement ainsi que la composition de la Commission Nationale des Droits de l'Homme sont déterminées par la loi.

TITRE IX : DE LA JUSTICE MILITAIRE

Article 187 : Il est institué une justice militaire comprenant un Tribunal militaire et une Haute Cour Militaire.

Article 188 : Le Tribunal Militaire connaît au premier degré de toutes les contraventions et délits commis par les militaires quel que soit leur grade.

Article 189 : La Haute Cour Militaire connaît en appel et en dernier ressort des jugements rendus par le Tribunal Militaire dans les conditions définies par la loi.

Elle connaît au premier degré de toutes les infractions d'atteinte à la sûreté de l'Etat et des crimes commis par les militaires quel que soit leur grade.

Article 190 : Une loi fixe la composition, l'organisation, le fonctionnement et la compétence des juridictions militaires.

TITRE X : DE LA HAUTE AUTORITE DES MEDIAS ET DE L'AUDIOVISUEL

Article 191 : Il est institué une Haute Autorité des Medias et de l'Audiovisuel (HAMA).

La Haute Autorité des Medias et de l'Audiovisuel est une autorité administrative indépendante.

Article 192 : La Haute Autorité des Medias et de l'Audiovisuel est composée de neuf (9) membres nommés par décret du Président de la République.

Ils sont désignés de la manière suivante :

- deux (2) personnalités par le Président de la République ;
- une (1) personnalité par le Président du Sénat ;
- une (1) personnalité par le Président de l'Assemblée Nationale ;
- trois (3) professionnels de la communication audiovisuelle et de la presse désignés par leurs pairs ;
- un (1) magistrat désigné par le Président de la Cour Suprême ;
- une (1) personnalité du monde de la culture, des arts et lettres désignée par ses pairs.

Article 193 : La Haute Autorité des Medias et de l'Audiovisuel élit son Bureau parmi ses membres.

Article 194 : La Haute Autorité des Medias et de l'Audiovisuel :

- veille au respect des règles déontologiques et de la législation en matière d'information et de communication ;
- régule l'accès et l'exercice de la profession de journaliste ;
- garantit la liberté de la presse et l'expression pluraliste des opinions dans le cadre du respect des valeurs culturelles nationales, de l'ordre public et de la vie privée des citoyens ;
- régule les rapports de communication entre les pouvoirs publics, les organes d'information et le public ;
- assure aux partis politiques l'égal accès aux medias publics ;
- garantit aux associations l'accès équitable aux medias publics ;
- donne des avis techniques, des recommandations sur les questions touchant au domaine de l'information.

Article 195 : Les autres attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Haute Autorité des Medias et de l'Audiovisuel sont précisés par une loi.

TITRE XI : DE LA DEFENSE NATIONALE ET DE LA SECURITE

Article 196 : La défense nationale et la sécurité sont assurées par les Forces de Défense et de Sécurité.

Les Forces de Défense et de Sécurité sont composées de :

- l'Armée Nationale ;
- la Gendarmerie Nationale ;
- la Police Nationale ;
- la Garde Nationale et Nomade ;
- le Corps de Police Judiciaire.

Article 197 : Les Forces de Défense et de Sécurité sont au service de la Nation.

Elles sont soumises à la légalité républicaine.

Elles sont subordonnées au pouvoir civil.

Article 198 : Les Forces de Défense et de Sécurité sont apolitiques.

Article 199 : La défense nationale est assurée par l'Armée Nationale, la Gendarmerie Nationale et la Garde Nationale et Nomade.

Le maintien de l'ordre public et de la sécurité est assuré par la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale et la Garde Nationale et Nomade.

CHAPITRE I : DE L'ARMEE NATIONALE TCHADIENNE

Article 200 : L'Armée Nationale Tchadienne a pour missions de défendre l'intégrité territoriale, l'unité nationale, de garantir l'indépendance nationale et la sécurité du pays contre toute agression ou menace extérieure.

Article 201 : L'Armée Nationale Tchadienne participe aux tâches de développement économique et social ainsi qu'aux opérations humanitaires.

Article 202 : Les autres missions non prévues par la présente Constitution sont définies par la loi.

CHAPITRE II : DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Article 203 : La Gendarmerie Nationale a pour missions de :

- assurer la protection des personnes et des biens ;
- assurer le maintien et le rétablissement de l'ordre public aux abords des grandes villes et dans le monde rural ;
- assurer le respect des lois et règlements.

Son action s'exerce sur l'ensemble du territoire national dans le respect des libertés et des droits de l'Homme.

CHAPITRE III : DE LA POLICE NATIONALE

Article 204 : La Police Nationale a pour missions de :

- veiller à la sécurité de l'Etat ;
- assurer le maintien et le rétablissement de l'ordre public ;
- veiller à la sécurité et à la protection des personnes et des biens ;
- veiller à la tranquillité et à la salubrité publiques ;
- assurer le respect des lois et règlements.

Article 205 : L'action de la Police Nationale s'exerce sur l'ensemble du territoire national dans le respect des libertés et des droits de l'Homme.

CHAPITRE IV : DE LA GARDE NATIONALE ET NOMADE

Article 206 : La Garde Nationale et Nomade a pour missions :

- la protection des autorités politiques et administratives ;
- la protection des édifices publics ;
- le maintien de l'ordre en milieu rural et nomade ;
- la garde et la surveillance des maisons d'arrêts.

Article 207 : L'action de la Garde Nationale et Nomade s'exerce sur l'ensemble du territoire national dans le respect des libertés et des droits de l'Homme.

CHAPITRE V : DU CORPS DE POLICE JUDICIAIRE

Article 208 : Il est institué un Corps de Police Judiciaire.

Article 209 : Le Corps de Police Judiciaire est composé d'officiers et d'agents de police judiciaire, issus de la Gendarmerie Nationale et de la Police Nationale.

Article 210 Le Corps de Police Judiciaire, mis à la disposition exclusive du Ministère en charge de la Justice, a pour missions de :

- constater les infractions, en rassembler les preuves et en rechercher les auteurs pour les mettre à la disposition des autorités judiciaires ;
- assurer le respect des lois et des règlements.

Article 211 : L'organisation, le fonctionnement, les autres missions et attributions de l'Armée Nationale, de la Gendarmerie Nationale, de la Police Nationale, de la Garde Nationale et Nomade et du Corps de Police Judiciaire sont fixés par la loi.

TITRE XII : DES COLLECTIVITES AUTONOMES

Article 212 : Les Collectivités Autonomes de la République du Tchad sont :

- les Provinces ;
- Les Communes.

Article 213 : Une loi organique détermine le nombre, les dénominations et les limites territoriales de ces entités autonomes.

Article 214 : Les Collectivités Autonomes sont dotées de la personnalité morale. Leur autonomie administrative, financière, patrimoniale, économique, est garantie par la Constitution.

Sur la base du principe de subsidiarité, les Collectivités Autonomes ont des compétences exclusives et des compétences partagées avec l'Etat, dans les conditions fixées par une loi.

Les Collectivités Autonomes disposent, dans leurs domaines de compétence respectifs et dans leur ressort territorial, d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs attributions.

La répartition des compétences entre l'État et les Collectivités Autonomes s'effectue conformément aux dispositions de la présente Constitution et par la loi en considération des intérêts locaux et nationaux.

Article 215 : Les Collectivités Autonomes s'administrent librement par des assemblées élues qui règlent par leurs délibérations les affaires qui leur sont dévolues par la Constitution et par la loi.

Les délibérations des assemblées locales sont exécutoires de plein droit dès leur publication.

Toutefois, elles ne peuvent être contraires aux dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires.

Article 216 : Les membres des assemblées locales sont élus au suffrage universel direct pour un mandat de six (6) ans renouvelable.

Article 217 : Les assemblées locales élisent en leur sein des organes exécutifs pour un mandat de trois ans renouvelable.

Les organes exécutifs sont responsables devant les assemblées locales.

Article 218 : L'État assure la tutelle des Collectivités Autonomes. Aucune Collectivité Autonome ne peut exercer une tutelle sur une autre.

L'État est représenté auprès des Collectivités Autonomes par les chefs des unités administratives déconcentrées, chargés de défendre les intérêts nationaux et de faire respecter les lois et règlements.

Article 219 : Auprès des Collectivités Autonomes, les Gouverneurs des Provinces, les Préfets des Départements, les Sous-préfets ou les Administrateurs délégués auprès des communes représentent le pouvoir central.

Au nom du Gouvernement, ils assurent l'application des lois, mettent en œuvre les règlements et les décisions gouvernementales et exercent le contrôle administratif dans le respect du principe d'autonomie.

Les Gouverneurs des Provinces, les Préfets des Départements, les Sous-préfets et les Administrateurs délégués assistent les Présidents des conseils provinciaux, des conseils communaux et le Maire de la Ville de Ndjamena dans la mise en œuvre des plans et programmes de développement.

Sous l'autorité des Ministres concernés, ils coordonnent les activités des services déconcentrés de l'Administration centrale et veillent à leur bon fonctionnement.

Article 220 : L'État veille au développement harmonieux de toutes les Collectivités Autonomes sur la base de la solidarité nationale, des potentialités provinciales et de l'équilibre interprovincial.

Article 221 : Les Collectivités Autonomes votent et gèrent leur budget.

Elles sont dotées d'une fonction publique locale dont elles recrutent les agents et gèrent les carrières.

Article 222 : Les ressources des Collectivités Autonomes sont constituées notamment par :

- les produits des impôts et taxes votés par les assemblées des Collectivités Autonomes et perçus directement par elles ;
- la part qui leur revient de droit sur le produit des impôts et taxes perçus au profit du budget de l'État ;
- les produits des dotations et les subventions attribués par l'État;

- le produit des emprunts contractés par les Collectivités Autonomes, soit sur le marché intérieur, soit sur le marché extérieur après accord des autorités monétaires nationales, avec ou sans garantie de l'État ;
- les dons et legs ;
- les revenus de leur patrimoine ;
- le pourcentage sur le produit des ressources du sol et du sous-sol exploitées sur leur territoire.

Article 223 : Les Collectivités Autonomes disposent librement de leurs ressources.

Elles peuvent recevoir tout ou partie du produit des impositions de toutes natures.

Les recettes fiscales et les autres ressources propres des Collectivités Autonomes représentent, pour chaque catégorie de collectivité, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources.

Tout transfert de compétences entre l'État et les Collectivités Autonomes s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice.

Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des Collectivités Autonomes est accompagnée de ressources.

La loi fixe les conditions de mise en œuvre de ces règles et prévoit les dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les Collectivités Autonomes.

Article 224 : Une loi prévoit un mécanisme autonome de développement au profit des Collectivités Autonomes.

Article 225 : Lorsque le concours de plusieurs Collectivités Autonomes est nécessaire à la réalisation d'un projet, les collectivités concernées conviennent des modalités de leur coopération.

Article 226 : Les Collectivités Autonomes peuvent constituer des groupements en vue de la mutualisation des moyens et des programmes.

Article 227 : Une loi organique fixe :

- Les règles relatives aux statuts juridiques, à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions des Collectivités Autonomes ainsi que leurs rapports avec le pouvoir central ;
- Les conditions de gestion démocratique de leurs affaires par les provinces et les communes, le nombre des conseillers, les règles relatives à l'éligibilité, aux incompatibilités et aux cas d'interdiction du cumul de mandats, ainsi que le régime électoral et les dispositions visant à assurer une meilleure participation des femmes et des jeunes au sein de ces conseils;
- Les conditions d'exécution des délibérations et des décisions des conseils provinciaux et municipaux, conformément aux dispositions de la Constitution ;
- Les compétences exclusives et les compétences partagées avec l'Etat ;
- Le régime financier et comptable des provinces et des communes ;
- Les ressources et les modalités de fonctionnement du mécanisme de développement des collectivités ;
- Les conditions et les modalités de constitution des groupements ;
- Les dispositions favorisant le développement de l'intercommunalité ;
- Les règles de gouvernance relatives au bon fonctionnement, à la libre administration, au contrôle de la gestion des fonds et programmes, à l'évaluation des actions et à la reddition des comptes.

TITRE XIII : DES AUTORITES TRADITIONNELLES ET COUTUMIERES

Article 228 : Les Autorités Traditionnelles et Coutumières sont les garants des us et coutumes.

Article 229 : Les Autorités Traditionnelles et Coutumières participent notamment à :

- la valorisation des us et coutumes ;
- la promotion des idéaux de paix, de développement et de cohésion sociale ;
- au règlement non juridictionnel des différends dans leur ressort territorial.

Article 230 : Elles concourent à l'encadrement des populations et appuient l'action des collectivités autonomes.

Article 231 : Une loi organique détermine les statuts, l'organisation, les attributions administratives et la structure chargée de leur représentation.

TITRE XIV : DE LA COOPERATION, DES TRAITES ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 232 : La République du Tchad peut conclure avec d'autres Etats des accords de coopération ou d'association sur la base des principes d'égalité, de respect mutuel de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, des avantages réciproques et de la dignité nationale.

Elle peut créer avec des Etats des organismes de gestion commune, de coordination et de coopération dans les domaines économique, monétaire, financier, scientifique, technique, militaire et culturel.

Article 233 : Le Président de la République négocie et ratifie les traités. Il est informé de toute négociation tendant à la conclusion d'un Accord International non soumis à la ratification.

Article 234 : Les traités de paix, de défense, de commerce, et ceux relatifs à l'usage du territoire national ou à l'exploitation des ressources naturelles ; les Accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'Etat ou ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ne peuvent être approuvés ou ratifiés qu'après autorisation du Parlement.

Ces traités et accords ne prennent effet qu'après avoir été approuvés et ratifiés. Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire, n'est valable sans le consentement du peuple exprimé par voie de référendum.

Article 235 : Si la Cour Suprême, saisie par le Président de la République, par le Président du Sénat ou le Président de l'Assemblée Nationale a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratification ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution.

Article 236 : Les traités ou accords régulièrement ratifiés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois nationales, sous réserve pour chaque accord ou traité de son application par l'autre partie.

TITRE XV : DE LA REVISION

Article 237 : L'initiative de la révision appartient concurremment au Président de la République, après décision prise en Conseil des Ministres et aux membres du Parlement.

Pour être pris en considération, le projet ou la proposition de révision doit être voté à la majorité des trois cinquième (3/5) des membres de chaque assemblée.

La révision de la Constitution est approuvée par référendum ou par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée Nationale et du Sénat réunis en congrès.

Article 238 : Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'elle porte atteinte :

- à l'intégrité du territoire, à l'indépendance ou à l'unité nationale;
- à la forme républicaine de l'État, au principe de la séparation des pouvoirs et à la laïcité ;
- aux libertés et droits fondamentaux du citoyen ;
- au pluralisme politique.

Article 239 : Aucune procédure de révision ne peut être engagée lorsque le Président de la République exerce les pouvoirs exceptionnels ou lorsqu'un Président intérimaire exerce les fonctions de Président de la République conformément aux dispositions des articles 82, 83 et 96 de la présente Constitution.

TITRE XVI : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 240 : Jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions, celles en place continuent d'exercer leurs fonctions et attributions conformément aux lois et règlements en vigueur.

En attendant la mise en place du Sénat, les attributions de ce dernier sont dévolues à l'Assemblée Nationale.

Article 241 : Le mandat du Président de la République en exercice court jusqu'à son terme.

Article 242 : La législation actuellement en vigueur au Tchad reste applicable, en ce qu'elle n'a rien de contraire à la présente Constitution, sauf adoption de textes nouveaux.

Article 243 : Nonobstant les dispositions des articles 142 et 144 de la présente Constitution, le Président de la République est autorisé, dans le cadre de la mise en œuvre des Actes du Forum National Inclusif, à légiférer par voie d'ordonnances.

Article 244 : La présente Constitution entre en vigueur dès la promulgation de la Loi constitutionnelle n°017/PR/2020 du 14/12/2020 par le Président de la République.

المادة 239

لا يجوز الشروع في إجراء مراجعة أو تعديل عندما يمارس رئيس الجمهورية سلطات استثنائية أو عندما يتولى رئيس مؤقت مهام رئيس الجمهورية وفقاً لأحكام المواد 82، 83 و96 من هذا الدستور.

الباب السادس عشر : الأحكام الانتقالية والختامية

المادة 240

إلى حين إنشاء المؤسسات الجديدة، تمارس المؤسسات القائمة ووظائفها وسلطاتها وفقاً للقوانين واللوائح المعمول بها.

إلى حين إنشاء مجلس الشيوخ، تتولى مهام هذا الأخير الجمعية الوطنية.

المادة 241:

تستمر ولاية رئيس الجمهورية الحالية حتى نهايتها.

المادة 242

يظل التشريع الساري المعمول به حالياً في تشاد قابلاً للتطبيق، باستثناء النصوص الجديدة، لأنه لا يتعارض مع هذا الدستور.

المادة 243:

بغض النظر عن أحكام المادتين 142 و 144 من هذا الدستور، يحق لرئيس الجمهورية، في إطار تنفيذ مخرجات المنتدى الوطني الشامل، سن القوانين عن طريق الأوامر.

المادة 244:

يدخل هذا الدستور حيز التنفيذ فور إصدار رئيس الجمهورية القانون الدستوري رقم 17/رج/2020 بتاريخ 2020/12/14.

لا يعمل بهذه المعاهدات والاتفاقيات إلا بعد الموافقة والمصادقة عليها. لا يكون التنازل أو التبادل ولا إضافة الإقليم معتبرا إلا برضا الشعب الذي يعبر عنه عن طريق الاستفتاء.

المادة 235

إذا أعلنت المحكمة العليا بعد إبلاغها من قبل رئيس الجمهورية أو رئيس مجلس الشيوخ أو رئيس الجمعية الوطنية، أن الالتزام الدولي يحتوي على فقرة مخالفة للدستور فلا يمكن منح الإذن بالتصديق إلا بعد تنقيح الدستور.

المادة 236

تكون للمعاهدات أو الاتفاقيات المصادق عليها حسب الأصول، بعد نشرها، سلطة أعلى من سلطة القوانين الوطنية، مع التحفظ بتطبيق كل اتفاق أو معاهدة من قبل الطرف الآخر.

الباب الخامس عشر: المراجعة

المادة 237

تتطلق مبادرة التنقيح والمراجعة في الوقت ذاته من رئيس الجمهورية بعد صدور قرار من مجلس الوزراء وأعضاء البرلمان.

ولكي يؤخذ مشروع القرار أو المراجعة المقترح بعين الاعتبار يجب أن يصدر بأغلبية ثلاثة أخماس (5/3) أعضاء الجمعية الوطنية وأعضاء مجلس الشيوخ.

تعتمد عملية مراجعة وتعديل الدستور عن طريق الاستفتاء أو بأغلبية الثلثين (3/2) من أعضاء الجمعية الوطنية وأعضاء مجلس الشيوخ مجتمعين معاً.

المادة 238

لا يجوز البدء في إجراء المراجعة أو استمرارها إن كان ذلك يؤثر على:

- السلامة الإقليمية أو الاستقلال أو الوحدة الوطنية.
- الشكل الجمهوري للدولة، أو مبدأ الفصل بين السلطات أو العلمانية.
- الحقوق والحريات الأساسية للمواطن.
- التعددية السياسية.

المادة 229:

تشارك السلطات التقليدية والعرفية بشكل خاص في:

- رفع فيم العادات والأعراف.
- ترقية المثل العليا للسلام والتنمية والتلاحم الاجتماعي.
- تسوية النزاعات القائمة على أراضيها دون اللجوء إلى المحاكم.

المادة 230

تسهم هذه السلطات في توعية وتأهيل السكان ودعم عمل التجمعات المستقلة.

المادة 231

تُحدد أنظمتها الأساسية وصلاحياتها الإدارية والهيكل الذي يمثلها بقانون تنظيمي.

الباب الرابع عشر: التعاون والمعاهدات والاتفاقيات الدولية

المادة 232

يجوز لجمهورية تشاد أن تبرم اتفاقات تعاون أو شراكة مع دول أخرى على أساس مبادئ المساواة والاحترام المتبادل للسيادة والسلامة الإقليمية والمنفعة المتبادلة والكرامة الوطنية.

ويجوز لها أن تنشئ مع الدول هيئات مشتركة للتنسيق والتعاون في الميادين الاقتصادية والنقدية والمالية والعلمية والتقنية والعسكرية والثقافية.

المادة 233

يقوم رئيس الجمهورية بالتفاوض والمصادقة على المعاهدات كما يتم إبلاغه بأي مفاوضات ترمي إلى إبرام اتفاقية دولية لا تخضع للتصديق.

المادة 234

لا يجوز الموافقة أو التصديق على معاهدات السلام، ومعاهدات الدفاع، والمعاهدات التجارية، والمعاهدات المتعلقة باستخدام الأراضي الوطنية أو استغلال الموارد الطبيعية، والاتفاقات المتعلقة بالمنظمة الدولية، والاتفاقات التي تستدعي تمويلا من الدولة أو تلك الخاصة بالأحوال الشخصية إلا بعد الحصول على إذن من البرلمان.

المادة 225

عندما تكون مساعدة عدة مجتمعات مستقلة ذاتيا ضرورية لتنفيذ مشروع ما يتعين على المجموعات المعنية الاتفاق على الانماط التي بموجبها يتم التعاون فيما بينها.

المادة 226

قد تشكل التجمعات المستقلة مجموعات بغرض تجميع الموارد والبرامج.

المادة 227

يحدد قانون تنظيمي الإجراءات الآتية

- القواعد المتعلقة بالوضع القانوني والتنظيمي للتجمعات المستقلة ووظائفها وصلاحياتها، فضلا عن علاقاتها مع الحكومة المركزية.
- ظروف الإدارة الديمقراطية لأعمالها من خلال المحافظات والبلديات، وعدد المستشارين، وقواعد الأهلية، وعدم التوافق وحالات حظر الإدارات المتعددة والنظام الانتخابي والأحكام الخاصة بضمان مشاركة أفضل للنساء والشباب في هذه المجالس.
- شروط تنفيذ مداورات وقرارات المجالس المحلية والبلدية وفقا لأحكام الدستور.
- الاختصاصات والكفاءات الحصرية التي تتقاسمها الدولة.
- النظام المالي والمحاسبي للمقاطعات والبلديات.
- الموارد والإجراءات التشغيلية لآلية التنمية المجتمعية.
- شروط وأحكام تكوين المجموعات.
- أحكام تفضي إلى تطوير التداخل فيما بينها.
- قواعد الحكم المتعلقة بالعمل السليم، والإدارة الحرة، ومراقبة إدارة الأموال والبرامج، وتقييم الإجراءات والمساءلة.

الباب الثالث عشر: السلطات التقليدية والعرفية

المادة 228:

السلطات التقليدية والعرفية هي الضامن للعادات والتقاليد.

المادة 222

تتكون موارد التجمعات المستقلة على وجه الخصوص من:

- الرسوم والضرائب التي صوتت عليها جمعيات التجمعات المستقلة والتي جمعت من قبلها مباشرة.
- حصصها المشروعة من عائدات الضرائب المفروضة لصالح ميزانية الدولة.
- العائدات من المنح والعطايا التي تمنحها الدولة.
- عائدات القروض التي تعاقدت عليها التجمعات المستقلة، إما في السوق المحلية أو في السوق الخارجية بموافقة السلطات النقدية الوطنية، مع ضمان الدولة أو بدونها.
- التبرعات والهبات.
- دخل ثرواتها.
- النسبة المفرضة على منتج التربة وثروات باطن الأرض المستغلة على أراضيها.

المادة 223

تتصرف التجمعات المستقلة بحرية في مواردها.

كما يمكنها الحصول على كل أو جزء من نتائج الضرائب بمختلف أنواعها.

وتمثل الإيرادات الضريبية والموارد الأخرى الخاصة بالتجمعات المستقلة بالنسبة لكل فئة من فئات المجتمعات المحلية، جزءاً حاسماً من جميع مواردها.

يقترون أي نقل للسلطات بين الدولة والتجمعات المستقلة بتخصيص موارد تُعادِل الموارد المخصصة لميزانياتها.

وأي إنشاء أو تمديد للكفاءات تترتب عليه زيادة نفقات التجمعات المستقلة يكون مصحوباً بموارد.

ويحدد القانون الشروط التي يتم من خلالها تنفيذ هذه القواعد، وكذا آليات المعادلة الهادفة إلى تعزيز المساواة بين التجمعات المستقلة.

المادة 224

يحدد القانون آلية مستقلة للتنمية لصالح التجمعات.

المادة 216

ينتخب أعضاء الجمعيات المحلية بالاقتراع العام المباشر لمدة ست (6) سنوات قابلة للتجديد.

المادة 217

تقوم الجمعيات المحلية بانتخاب الهيئات التنفيذية التابعة لها لمدة ثلاث (3) سنوات قابلة للتجديد.

تكون الهيئات التنفيذية مسؤولة أمام الجمعيات المحلية.

المادة 218:

تكفل الدولة الإشراف على التجمعات المستقلة ولا يمكن لأي مجتمع مستقل أن يمارس الوصاية على الآخر.

يتم التمثيل في حرم التجمعات المستقلة عبر رؤساء الوحدات الإدارية غير المركزية المكلفة بالدفاع عن المصالح الوطنية وإنفاذ القوانين واللوائح.

المادة 219

في التجمعات المستقلة يمثل السلطة المركزية الولاية والمحافظون ورؤساء المراكز الإدارية والمندوبون الإداريون لدى البلديات.

ويقومون نيابة عن الحكومة بتنفيذ القوانين واللوائح والقرارات الحكومية، كما يمارسون الرقابة الإدارية مع احترام مبدأ الاستقلال الذاتي.

يساعد الولاية والمحافظون ورؤساء المراكز الإدارية والمندوبون الإداريون رؤساء مجالس الولايات ومجالس البلديات ورئيس بلدية مدينة أنجمينا في تنفيذ خطط وبرامج التنمية.

وفي ظل سلطة الوزراء المعنيين فإنهم ينسقون أنشطة الأقسام المستقلة للإدارة المركزية وضمان حسن سيرها.

المادة 220

تسهر الدولة على ضمان التنمية المتناسقة لجميع التجمعات المستقلة على أساس التضامن الوطني وإمكانيات الولايات والتوازن فيما بين الولايات.

المادة 221

تصوت التجمعات المستقلة على ميزانيتها الخاصة وتديرها.

و تتمتع بوظيفة عامة محلية تقوم من خلالها بتوظيف الوكلاء وإدارة الوظائف.

المادة 211:

يحدد طرق التنظيم والمهام والصلاحيات الأخرى للجيش الوطني والدرك الوطني والشرطة الوطنية والحرس الوطني والمتنقل والشرطة القضائية بقانون تنظيمي.

الباب الثاني عشر: التجمعات المستقلة

المادة 212

التجمعات المستقلة في جمهورية تشاد هي

- الولايات؛
- البلديات.

المادة 213

يحدد عدد هذه الكيانات المستقلة وتسميتها وحدودها الإقليمية بقانون تنظيمي.

المادة 214

تتمتع التجمعات المستقلة بالشخصية الاعتبارية ويكفل الدستور استقلالها الإداري والمالي والتراشي والاقتصادي.

استنادا إلى مبدأ التبعية، تتمتع التجمعات المستقلة بصلاحيات واختصاصات حصرية تتفاسمها الدولة، في ظل الشروط التي يحددها القانون.

تتمتع التجمعات المستقلة كلٌّ في مجال اختصاصها وفي ولايتها الإقليمية، بسلطة تنظيمية لممارسة صلاحياتها.

يتم تقسيم الصلاحيات بين الدولة والتجمعات المستقلة وفقا لأحكام هذا الدستور والقانون في ضوء المصالح المحلية والوطنية.

المادة 215

تدار التجمعات المستقلة بحرية من قبل المجالس المنتخبة التي تنظم بمداولاتها الشؤون التي تدخل ضمن صلاحياتها بموجب الدستور والقانون.

وتكون مداولات المجالس المحلية قابلة للتنفيذ بقوة القانون فور نشرها.

غير أنها لا يمكن أن تتعارض مع الأحكام الدستورية والتشريعية والتنظيمية.

المادة 205

يُمارَس عمل الشرطة الوطنية في جميع أنحاء الإقليم الوطني فيما يتعلق بالحريات وحقوق الإنسان.

الفصل الرابع الحرس الوطني للبدو والرحل

المادة 206

تتمثل مهام الحرس الوطني للبدو والرحل في :

- حماية السلطات السياسية والإدارية ؛
- حماية المرافق العامة ؛
- حفظ النظام في المناطق الريفية والبدوية ؛
- حراسة ومراقبة السجون العامة.

المادة 207

يُمارَس عمل الحرس الوطني للبدو والرحل في جميع أنحاء الأراضي الوطنية فيما يتعلق بالحريات وحقوق الإنسان.

الفصل الخامس : الشرطة القضائية

المادة 208:

تم إنشاء كيان خاص للشرطة القضائية.

المادة 209:

تتألف الشرطة القضائية من ضباط الشرطة وأفراد الشرطة القضائية المنتمين للدرك الوطني والشرطة الوطنية.

المادة 210:

توضع الشرطة القضائية تحت التصرف الحصري لوزارة العدل، وتتمثل مهامها في

- معاينة المخالفات وجمع الأدلة والبحث عن المطالبين وتسليمهم للسلطات القضائية ؛
- ضمان احترام القوانين والنظم ؛

الفصل الأول : الجيش الوطني التشادي

المادة 200

مهمة الجيش الوطني التشادي هي الدفاع عن كامل الإقليم التشادي والوحدة الوطنية وضمان الاستقلال الوطني وأمن البلد من أي عدوان.

المادة 201

يشترك الجيش الوطني التشادي في مهام التنمية الاقتصادية والاجتماعية فضلاً عن العمليات الإنسانية.

المادة 202

المهام التي لم ينص عليها هذا الدستور تحدد بقانون تنظيمي.

الفصل الثاني : الدرك الوطني

المادة 203

مهام الدرك الوطني هي :

- ضمان حماية الناس والممتلكات؛
- الحفاظ على النظام العام واستعادته داخل المدن الكبيرة وفي الأرياف.
- فرض احترام القوانين واللوائح.

ويمارس هذا العمل في جميع أنحاء الإقليم الوطني فيما يتعلق بالحريات وحقوق الإنسان.

الفصل الثالث : الشرطة الوطنية

المادة 204

مهام الشرطة الوطنية هي:

- ضمان أمن الدولة.
- الحفاظ على النظام العام واستعادته.
- ضمان سلامة وحماية الأشخاص والممتلكات.
- ضمان الانضباط والسلامة العامة.
- فرض احترام القوانين واللوائح.

- ضمان الوصول العادل للأحزاب السياسية إلى وسائل الإعلام العامة.
- ضمان الوصول العادل للجمعيات إلى وسائل الإعلام العامة.
- تقديم المشورة الفنية والتوصيات حول القضايا المتعلقة بالمجال الإعلامي.

المادة 195:

يحدد القانون الصلاحيات الأخرى وتنظيم سير السلطة العليا للإعلام السمعي البصري.

الباب الحادي عشر : الدفاع الوطني والأمن

المادة 196 :

تقوم قوات الدفاع والأمن بالدفاع والأمن.

تتألف قوات الدفاع والأمن من :

- الجيش الوطني؛
- الدرك الوطني؛
- الشرطة الوطنية؛
- الحرس الوطني للبدو والرحل؛
- الشرطة القضائية.

المادة 197

قوات الدفاع والأمن في خدمة الأمة وهي خاضعة للشرعية الجمهورية كما أنها تتبع للسلطة المدنية.

المادة 198

قوات الدفاع والأمن غير سياسية.

المادة 199

يتولى مهمة الدفاع الوطني الجيش الوطني والدرك الوطني ويتم ضمان النظام العام والأمن من قبل الشرطة الوطنية والدرك الوطني والحرس الوطني للبدو والرحل.

الباب العاشر : السلطة العليا للإعلام السمعي البصري

المادة 191:

تم إنشاء سلطة عليا للإعلام السمعي البصري.

إن السلطة العليا للإعلام السمعي البصري هي سلطة إدارية مستقلة.

المادة 192:

تتألف السلطة العليا للإعلام السمعي البصري من تسعة (09) أعضاء يتم تعيينهم بمرسوم من رئيس الجمهورية.

ويتم اختيارهم على النحو التالي

- شخصيتان (2) من قبل رئيس الجمهورية؛
- شخصية واحدة (1) من قبل رئيس مجلس الشيوخ؛
- شخصية واحدة (1) من قبل رئيس الجمعية الوطنية؛
- ثلاثة (3) من ممتنهي الإعلام السمعي البصري والإعلام المكتوب يتم اختيارهم من قبل أقرانهم.
- قاض واحد (1) يختاره رئيس المحكمة العليا.
- شخصية واحدة (1) من عالم الثقافة والفنون يختاره أقرانه.

المادة 193:

تنتخب السلطة العليا للإعلام السمعي البصري ومكتبها من بين أعضائها.

المادة 194:

تضلع السلطة العليا للإعلام السمعي البصري بالتالي

- ضمان الامتثال لقواعد الأخلاقيات والقوانين في مجال المعلومات والاتصالات.
- تنظيم الانتساب إلى مهنة الصحافة وممارستها.
- ضمان حرية الصحافة والتعبير المتعدد الآراء في سياق احترام القيم كالثقافية الوطنية والنظام العام وحياة المواطنين الخاصة.
- تنظيم علاقات الاتصال بين السلطات العامة ووسائل الإعلام والجمهور.

- إجراء الدراسات الاستقصائية والدراسات والمنشورات المتعلقة بحقوق الإنسان.

- إسداء المشورة إلى الحكومة بشأن التصديق على المواثيق القانونية الدولية المتعلقة بالتعذيب والمعاملة غير الإنسانية والمهينة.

المادة 185

اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان هي حرة في اختيار القضايا التي تدرسها بمحض إرادتها. وتتمتع بمطلق الحرية في إبداء آرائها التي ترفعها إلى رئيس الجمهورية وتنشرها للرأي العام.

المادة 186:

تحدد قواعد تنظيم وسير عمل اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان وكذا تشكيلاتها بموجب قانون.

الباب التاسع : القضاء العسكري

المادة 187:

تم إنشاء قضاء عسكري يتألف من محكمة عسكرية ومحكمة عسكرية عليا.

المادة 188:

تختص المحكمة العسكرية بالدرجة الأولى بالنظر في جميع الجرائم التي يرتكبها أفراد الجيش بصرف النظر عن رتبهم.

المادة 189

تختص بالنظر في استئناف الأحكام النهائية التي تصدرها المحكمة العسكرية وفقا للشروط التي يحددها القانون.

كما تختص المحكمة العسكرية العليا بالدرجة الأولى بالنظر في جميع الجرائم التي تمس بأمن الدولة والقتل التي يرتكبها أفراد الجيش بصرف النظر عن رتبهم.

المادة 190:

تحدد تشكيلة وطرق تنظيم المحاكم العسكرية وكذا سير عملها بقانون.

ويحق له القيام بتحليل أي مشكلة اقتصادية أو اجتماعية أو ثقافية أو بيئية. ويقدم استنتاجاته إلى رئيس الجمهورية. ويبيد رأيه بالضرورة حول جميع مشاريع قوانين البرنامج ذات الطابع الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي.

المادة 181

يحق للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي تعيين أحد أعضائه بناء على طلب من رئيس الجمهورية أو رئيس مجلس الشيوخ أو رئيس الجمعية الوطنية لتقديم رأي المجلس أمام هذه الأجهزة بشأن المسائل المعروضة له.

المادة 182

تحدد تشكيلة المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي وطرق تنظيمه وتسييره بقانون تنظيمي.

الباب الثامن : اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان

المادة 183

يتم إنشاء لجنة وطنية لحقوق الإنسان.

اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان هي هيئة إدارية مستقلة.

المادة 184:

تختص اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان بما يلي

- إسداء المشورة إلى الحكومة بشأن قضايا حقوق الإنسان، بما في ذلك وضع المرأة، وحقوق الطفل والمعاقين.
- مساعدة الحكومة والمؤسسات الوطنية والدولية الأخرى في جميع قضايا حقوق الإنسان في تشاد وفقا لميثاق حقوق الإنسان والحريات الأساسية.
- المشاركة في تنقيح التشريعات الجاري بها العمل، ووضع معايير جديدة لحقوق الإنسان بغية بناء سيادة القانون وتعزيز الديمقراطية.

الفصل الثالث القواعد العرفية والتقليدية

المادة 176

إلى حين التدوين، لا تُطبق القواعد العرفية والتقليدية إلا في المجتمعات التي يتم الاعتراف بها.

ومع ذلك، يمنع ممارسة القواعد العرفية المخالفة للنظام العام أو تلك التي تدعو إلى عدم المساواة بين المواطنين.

المادة 177

لا يمكن تطبيق القواعد العرفية والتقليدية التي تحكم نظم الملكية الزوجية أو الخلافة إلا بموافقة الأطراف المعنية.

في حالة عدم الموافقة، لا يطبق سوى القانون الوطني.

وينطبق الحال في النزاع بين قاعدتين عرفيتين أو أكثر.

المادة 178

لا يمكن في أي حال من الأحوال أن تعوق القواعد العرفية والتقليدية ممارسة الدعوى العامة.

الباب السابع : المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي

المادة 179

تم إنشاء هيئة استشارية تسمى بالمجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي.

المادة 180

يختص المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي بإبداء الرأي حول المسائل ذات الطابع الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي المقدمة له للدراسة من قبل رئيس الجمهورية أو رئيس مجلس الشيوخ أو رئيس الجمعية الوطنية.

ويرجع إليه للاستشارة حول أي مشروع أو خطة أو برنامج ذي صبغة اقتصادية أو اجتماعية أو ثقافية أو بيئية.

المادة 173 :

تتكون محكمة الحسابات من ثلاثة عشر (13) عضواً، منهم رئيس واثنا عشر (12) مستشاراً.

يتم اختيار رئيس محكمة الحسابات من بين كبار المتخصصين في القانون المالي والمحاسبة العامة.

ويعين بمرسوم يوقع عليه رئيس الجمهورية بعد أخذ رأي رئيسي مجلس الشيوخ والجمعية الوطنية.

أما الأعضاء الآخرون فيتم اختيارهم على النحو التالي :

- تسعة (9) يختارهم رئيس الجمهورية من بين المتخصصين في الإدارة والاقتصاد والمالية وقانون الميزانية والمحاسبة من بينهم:

• أربعة (4) يختارهم رئيس الجمهورية؛

• اثنان (2) يختارهما رئيس مجلس الشيوخ؛

• ثلاثة (3) يختارهم رئيس الجمعية الوطنية؛

- ثلاثة (3) قضاة من الهيئة القضائية:

• واحد (1) يختاره رئيس الجمهورية؛

• واحد (1) يختاره رئيس مجلس الشيوخ؛

• واحد (1) يختاره رئيس الجمعية الوطنية.

المادة 174 :

يتم اختيار أعضاء محكمة الحسابات لفترة سبع (7) سنوات قابلة للتجديد.

المادة 175 :

قبل تسلمهم مهامهم، يؤدي أعضاء محكمة الحسابات غير القضاة اليمين أمام المحكمة العليا، في جلسة رسمية، وبحضور رئيس الجمهورية، ورئيس مجلس الشيوخ ورئيس الجمعية الوطنية بالصيغة التالية:

"أقسم أن أؤدي مهامي بأمانة، وأن أمارسها بنزاهة تامة في احترام القوانين وأن أحتفظ بسرية المداولات".

يحدد قانون تنظيمي صلاحيات وقواعد التنظيم وسير العمل وكذلك الإجراءات المتبعة أمام محكمة الحسابات.

تحدد الصلاحيات وقواعد التنظيم الأخرى والأداء وكذا الإجراءات التي يجب اتباعها أمام المحكمة العليا بقانون تنظيمي.

المادة 170

لا يمكن عزل أعضاء المحكمة العليا خلال فترة ولايتهم.

المادة 171

قبل توليهم مهامهم، يؤدي أعضاء المحكمة العليا غير القضاة اليمين أمام المحكمة العليا، مجتمعين في جلسة رسمية، في حضور رئيس الجمهورية، رئيس مجلس الشيوخ ورئيس الجمعية الوطنية بهذه العبارات:

"أقسم بأن أؤدي مهامي بأمانة، وأن أمارسها بنزاهة تامة في احترام القوانين وأن أحتفظ بسرية المداولات".

الفصل الثاني: محكمة الحسابات

المادة 172:

محكمة الحسابات هي أعلى محكمة في مجال مراقبة تنفيذ ميزانية الدولة.

فهي تساعد الحكومة والبرلمان في مراقبة تنفيذ القوانين المالية وتقييم السياسات العامة.

تحتكم محكمة الحسابات في قضايا المحاسبين العموميين، وتقوم بالتحقق من شرعية الإيرادات والنفقات والتأكد من استخدام القروض والتمويلات والأموال التي تديرها خدمات الدولة أو الأشخاص الاعتباريين الآخرين بموجب القانون العام.

تقوم محكمة الحسابات بتدقيق حسابات تسيير الشركات العامة ومنظمات التمويل العام. كما تقوم بالكشف عن طرق الإدارة ومراجعتها.

وتعاقب على الأخطاء الإدارية المرتكبة في حق الدولة والتجمعات المستقلة والهيئات الخاضعة لرقابتها.

تتكون محكمة الحسابات من أربع غرف، هي :

- غرفة شؤون الموازنة والمالية؛
- غرفة النفثيش والتدقيق؛
- غرفة التأديب المالي؛
- الغرفة القضائية.

- الغرفة غير الدائمة وتتألف من أربعة (4) نواب برلمانيين وثلاثة (3) قضاة من المحكمة العليا يتم اختيارهم من قبل نظرائهم وتختص بمسائل الخيانة العظمى.

تُصدر المحكمة العليا الأحكام النهائية، وقراراتها غير قابلة للطعن.

المادة 169

تتكون المحكمة العليا من واحد وثلاثين (31) عضواً من بينهم رئيس وثلاثون (30) مستشاراً.

يتم اختيار رئيس المحكمة العليا من القضاة السامين المحترفين.

ويتم تعيينه بموجب مرسوم من رئيس الجمهورية بعد استشارة رئيس مجلس الشيوخ ورئيس الجمعية الوطنية.

ويتم اختيار باقي الأعضاء على النحو التالي :

- خمسة عشر (15) عضواً يتم اختيارهم ضمن كبار القضاة المحترفين من بينهم:

- ثمانية (8) يختارهم رئيس الجمهورية؛

- ثلاثة (3) يختارهم رئيس مجلس الشيوخ؛

- أربعة (4) يختارهم رئيس الجمعية الوطنية؛

- ثمانية (8) يتم اختيارهم من بين المتخصصين في القانون الإداري بينهم :

- أربعة (4) يختارهم رئيس الجمهورية؛

- اثنان (2) يختارهما رئيس مجلس الشيوخ؛

- اثنان (2) يختارهما رئيس الجمعية الوطنية؛

- سبعة (7) من بين المتخصصين في القانون الدستوري بينهم :

- ثلاثة (3) يختارهم رئيس الجمهورية؛

- اثنان (2) يختارهما رئيس مجلس الشيوخ؛

- اثنان (2) يختارهما رئيس الجمعية الوطنية.

ويُنتخب أعضاء المحكمة العليا لمدة سبع (7) سنوات قابلة للتجديد.

الفصل الأول المحكمة العليا

المادة 168

المحكمة العليا هي أعلى محكمة في تشاد فيما يتعلق بالمواد القضائية والإدارية والدستورية.

وتختص بالنظر في قضايا الانتخابات الرئاسية والتشريعية والمحلية.

وتسهر على مراقبة شرعية عمليات الاستفتاء وإعلان النتائج.

تنظر في الاعتراضات على عدم الدستورية التي يثيرها أي مواطن أمام محكمة ما في قضية تتعلق به.

وفي هذه الحالة تعلق المحكمة قرارها وتبلغ المحكمة العليا لتتخذ قراراً في مدة أقصاها خمسة وأربعون (45) يوماً.

فهي تفصل لزوماً في دستورية القوانين التنظيمية والقوانين حول الحريات العامة وحقوق الإنسان قبل إصدارها؛ اللوائح الداخلية للجمعية الوطنية واللوائح الداخلية للمؤسسات الأخرى قبل تطبيقها.

وتحل تضارب الصلاحيات بين مؤسسات الدولة.

كما تختص أيضاً بمحاكمة رئيس الجمهورية، ونائب رئيس الجمهورية والوزراء وكذا المتواطئين معهم في حالة الخيانة العظمى.

يعد جريمة خيانة عظمى أي عمل يمس بالشكل الجمهوري للدولة وعلمانياتها، وسيادتها واستقلالها ووحدة ترابها الوطني.

وتعتبر مماثلة للخيانة العظمى والانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان، الاتجار بالمخدرات وإدخال النفايات السامة أو الخطرة بغرض عبورها أو إيداعها أو تخزينها في الأراضي الوطنية.

وتختص المحكمة العليا كذلك بمقاضاة نائب الرئيس والوزراء إزاء الجرائم والجنح الاقتصادية والمالية التي قد يرتكبونها في ممارسة عملهم.

تتكون المحكمة العليا من أربع (4) غرف، هي :

- الغرفة القضائية ؛
- الغرفة الإدارية ؛
- الغرفة الدستورية ؛

المادة 161

رئيس الجمهورية هو الضامن لاستقلال القضاء.
فهو يسهر على تنفيذ القوانين والأحكام القضائية.
يساعده في ذلك المجلس الأعلى للقضاء.

المادة 162

يرأس رئيس الجمهورية المجلس الأعلى للقضاء.
ويكون وزير العدل بطبيعة الحال نائبه الأول.
ورئيس المحكمة العليا نائبه الثاني.
وينتخب الأعضاء الآخرون للمجلس الأعلى للقضاء وفقا للشروط التي يحددها القانون.

المادة 163

يقترح المجلس الأعلى للقضاء تعيين القضاة وترقيتهم.

المادة 164

يتم تعيين القضاة بمرسوم من رئيس الجمهورية بعد موافقة المجلس الأعلى للقضاء، وتتم إقالتهم بنفس الكيفية.

المادة 165

تقع مسؤولية انضباط ومسؤولية القضاة على جميع المستويات على عاتق المجلس الأعلى للقضاء.
وعلى صعيد المسائل التأديبية، يتولى رئيس المحكمة العليا رئاسة المجلس الأعلى للقضاء.

المادة 166

لا يخضع القضاة الجالسون خلال ممارسة مهامهم إلا لسلطة القانون، وهم ثابتون لا يمكن عزلهم.

المادة 167

تحدد قواعد التنظيم الأخرى، وكذا نظام عدم التوافق بموجب قانون.

المادة 156 :

تُلزم الحكومة بتزويد البرلمان بجميع التوضيحات التي يطلبها بشأن إدارتها وأنشطتها.

وفيما يلي الوسائل الإعلامية والرقابية للبرلمان حول عمل الحكومة:

- الاستجواب ؛
- السؤال الخطي ؛
- السؤال الشفهي.
- المسائل اليومية ؛
- لجنة التحقيق ؛
- الاستماع في إطار اللجان ؛
- تقييم السياسات العامة.

تمارس هذه الوسائل وفقا للشروط التي تحددها اللائحة الداخلية لكل غرفة.

الباب السادس : السلطة القضائية

المادة 157

السلطة القضائية مستقلة عن السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية.

المادة 158

هناك سلك قضائي واحد.

المادة 159

تمارس السلطة القضائية في تشاد من قبل المحكمة العليا، ومحكمة الحسابات، ومحاكم الاستئناف، والمحكمة العسكرية العليا، والمحاكم الابتدائية ومحاكم الصلح.

تعتبر السلطة القضائية هي الوصية على الحريات والممتلكات الفردية وتكفل احترام الحقوق الأساسية.

المادة 160

يقام العدل باسم الشعب التشادي.

في حال تُعهد جمعية واحدة بفحص مشروع نص إلى إحدى اللجان يجوز للحكومة بعد افتتاح المناقشات، أن تعارض النظر في أي تعديل لم يقدم من قبل إلى هذه اللجنة.

وإذا طلبت الحكومة ذلك، تقرر الغرفة المعنية بتصويت واحد على كل أو جزء النص قيد المناقشة، مع الاحتفاظ بالتعديلات التي تقترحها أو تقبلها فقط.

المادة 154:

كل مشروع قانون أو مقترح يجب أن يدرس على التوالي في غرفتي البرلمان بهدف اعتماد نص متطابق.

إذا لم يُعتمد مشروع أو مقترح القانون بعد قراءتين من قبل الجمعيتين بسبب نشوب خلاف بين الجمعيتين أو إذا أعلنت الحكومة الحالة المستعجلة، بعد قراءة واحدة من الجمعيتين، يُترك الأمر للحكومة أن تستدعي اجتماع لجنة مشتركة متساوية الأعضاء مكلفة باقتراح نص حول المقترحات المتبقية قيد النقاش.

ويجوز للحكومة أن تقدم النص الذي أعدته اللجنة المشتركة للجمعيتين من أجل الاعتماد. ولا يقبل أي تعديل إلا بموافقة الحكومة.

إذا لم تتوصل اللجنة المشتركة إلى إيجاز نص مشترك أو إذا لم يجاز النص وفق الشروط الواردة في المادة السابقة، بإمكان الحكومة – بعد قراءة جديدة من قبل الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ – أن تطلب من الجمعية الوطنية أن تبت بصفة نهائية في النص. ففي هذه الحالة، يجوز للجمعية الوطنية إما أن تُعيد صياغة النص الذي أعدته اللجنة المشتركة أو النص الأخير الذي صوتت عليه، واستكمالها إذا لزم الأمر بتعديل أو تعديلات مجلس الشيوخ.

المادة 155

يحدد جدول أعمال الجمعيتين من قبل مؤتمر رؤساء التابع لكل غرفة والمحددة تشكيلته في اللائحة الداخلية للغرفة.

يحق لعضو الحكومة المشاركة في مؤتمر الرؤساء.

تُحدّد اللائحة الداخلية لكل غرفة تنظيم الوسائل الإعلامية والرقابية للعمل الحكومي.

المادة 148:

يتم التصويت على مشاريع ومقترحات القوانين المتعلقة باختصاصات وموارد التجمعات المستقلة من قبل البرلمان.

المادة 149

إن المقترحات والتعديلات التي صاغها أعضاء البرلمان غير مقبولة عندما يؤدي اعتمادها إلى خفض الموارد العامة أو إنشاء أو زيادة في الإنفاق العام ما لم تكن مصحوبة باقتراح زيادة الإيرادات أو ما يعادلها من الاقتصاديات. ويتخذ القرار بعدم القبول من رئيس أي غرفة.

المادة 150

إذا تبين أثناء الإجراء التشريعي أن كل مقترح أو تعديل لا يدخل في نطاق القانون أو مخالف لتفويض منح بموجب أحكام المادة 142 المتعلقة بالتأهيل، يجوز لرئيس الجمهورية الاعتراض لعدم قبوله.

وفي حالة نشوب خلاف بين رئيس الجمهورية والجمعية المعنية، تبت المحكمة العليا - بناء على طلب أحد الطرفين - في الأمر خلال ثمانية (8) أيام.

المادة 151

تتناول المناقشة بشأن مشروع القانون أمام الجمعية الوطنية النص الذي قدمه رئيس الجمهورية أو البرلمان.

تقوم الجمعية المحال إليها النص الذي صوتت عليه الجمعية الأخرى بالتداول فيه.

المادة 152:

ترسل مشاريع ومقترحات القانون إلى اللجان المختصة المعينة لهذا الغرض للدراسة.

وترسل مشاريع ومقترحات القانون التي لم يقدم في شأنها الطلب إلى إحدى اللجان الدائمة.

المادة 153:

لأعضاء البرلمان والحكومة الحق في التعديل.

هذه الدورة فوراً دورة استثنائية تكون مدتها على قدم المساواة مع الوقت اللازم لإنجاز الفترة المذكورة.

وإذا لم يتم التصويت على مشروع قانون المالية نهائياً بعد انقضاء مدة المائة (100) يوم المنصوص عليها أعلاه، يجوز تطبيقه بموجب أمر.

ويجب أن يأخذ هذا الأمر بعين الاعتبار التعديلات التي صوتت عليها البرلمان وقيمتها الحكومية.

وإذا تعذر في ضوء الإجراء المذكور أعلاه، بدء نفاذ القانون قبل بداية السنة المالية، يؤذن للحكومة بمواصلة تحصيل الإيرادات، والتنفيذ المؤقت للنفقات الشهرية على أساس الاعتمادات التي فتحها القانون المالي الأخير للسنة المالية السابقة.

تساعد محكمة الحسابات الحكومة والبرلمان في مراقبة تنفيذ قوانين المالية. ويتولى البرلمان تسوية حسابات الأمة وفقاً للطرأق المنصوص عليها في قانون المالية.

وتتحقق لهذه الغاية تساعده محكمة الحسابات المسؤولة حيث تقوم بجميع الدراسات الاستقصائية والدراسات المتعلقة بتنفيذ الإيرادات والنفقات العامة، أو إدارة الخزنة الوطنية أو التجمعات المستقلة أو الإدارات أو مؤسسات الدولة أو المؤسسات التي تعمل تحت مراقبتها.

ويجب تقديم مشروع قانون التسوية إلى مكتب غرقتي البرلمان في موعد أقصاه سنة بعد تنفيذ الميزانية.

المادة 147:

تعود مبادرة القانون في الوقت نفسه إلى رئيس الجمهورية وأعضاء البرلمان.

تقدم مشاريع القوانين من قبل رئيس الجمهورية العليا للحصول على رأيها قبل مناقشتها في مجلس الوزراء.

تناقش مشاريع القوانين في مجلس الوزراء وتودع في مكتب الجمعية الوطنية وكذا في مكتب مجلس الشيوخ.

تقدم مشاريع قوانين المالية أولاً إلى الجمعية الوطنية.

المادة 143

يجوز لأعضاء الحكومة الدخول إلى البرلمان وفي لجانه.
ويتم الاستماع إليهم بناء على طلب أحد البرلمانين أو إحدى اللجان.
ويجوز لأعضاء الحكومة الحضور مع معاونيهم.

المادة 144

القانون التنظيمي هو قانون يوضح أو يكمل حكما واحدا أو عدة أحكام دستورية.
ويتم التصويت عليه في صيغة متطابقة من قبل الغرفتين دون إمكانية منح الأسبقية للجمعية الوطنية.
ولا يمكن إصدار هذا القانون إلا بعد قيام رئيس الجمهورية إلزاما بإبلاغ المحكمة العليا به، وإعلان هذه الأخيرة بأنه مطابق للدستور.
لا تعتبر الأحكام المتعلقة بأهلية سن القوانين الممنوحة لرئيس الجمهورية قابلة للتطبيق على القوانين التنظيمية.

المادة 145

تحدد القوانين المتعلقة بالبرامج أهداف العمل الاقتصادي والاجتماعي والثقافي للدولة.

المادة 146:

تحدد قوانين المالية موارد الدولة ونفقاتها وفقا للشروط والاحتياجات المنصوص عليها في القانون التنظيمي ووفقا لقواعد الشفافية والحكم الرشيد.
يصوت البرلمان على مشاريع قوانين المالية وفقا للشروط المنصوص عليها في القانون التنظيمي.
يتم تقديم مشروع قانون المالية في مكتبي الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ ليلة افتتاح الدورة العادية الثانية كأقصى مدة.
يمتلك البرلمان مائة (100) يوم على الأكثر للتصويت على مشروع قانون المالية.

وإذا لم تستطع الحكومة لأسباب قاهرة أن تقدم مشروع قانون المالية للسنة في الوقت المناسب حتى يتمكن البرلمان من الاطلاع عليه قبل نهاية الدورة العادية المقرر انعقادها في المهلة المنصوص عليها في الفقرة السابقة، تتبع

أما النصوص التي تأتي بعد سر بيان مفعول هذا الدستور فلا يمكن أن تعدل بمرسوم إلا إذا صرحت المحكمة العليا بأن لها طابع تنظيمي بمقتضى الفقرة السابقة.

المادة 139:

يصرح البرلمان مجتمعاً في جلسة عامة بإعلان الحرب.

المادة 140:

تُعلن حالة الحصار وحالة الطوارئ بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء. ويخطر رئيس الجمهورية الجمعيتين بهذا الشأن.

لا يسمح بتمديد حالي الحصار والطوارئ لأكثر من واحد وعشرين (21) يوماً إلا بأذن من الغرفتين مجتمعين في جلسة عامة.

المادة 141:

يقرر رئيس الجمهورية إرسال القوات التشادية خارج الأراضي الوطنية. يُخطر رئيس الجمهورية البرلمان بقرار تدخل القوات المسلحة بالخارج خلال مدة ثلاثة (3) أيام على الأكثر بعد بداية التدخل؛ ويوضح الرئيس الأهداف المحددة.

وعندما تتجاوز مدة التدخل أربعة (4) أشهر، يطلب رئيس الجمهورية من البرلمان الإذن بتمديدها.

في حالة عدم الاتفاق بين الغرفتين، فإن تصويت الجمعية الوطنية هو المرجح.

المادة 142

يحق لرئيس الجمهورية من أجل تنفيذ برنامجها أن يطلب من البرلمان الإذن باتخاذ إجراءات عبر أوامر ولمدة محددة تكون بطبيعة الحال من اختصاص القانون.

يجب ذكر وتعليل المواد موضوع الإذن في الطلب الموجه إلى البرلمان.

تتخذ الأوامر في مجلس الوزراء بعد أخذ رأي الغرفة الإدارية للمحكمة العليا.

ويسري مفعولها فور نشرها، غير أنها تصبح لاغية إذا لم يقدم مشروع قانون التصديق عليها أمام البرلمان قبل التاريخ المحدد من قبل قانون منح الأهلية.

وعند انتهاء المدة المشار إليها في الفقرة الأولى لهذه المادة لا يمكن تعديل الأوامر إلا بقانون في المواد المتعلقة بالمجال التشريعي.

- تنظيم الإدارة العامة ؛
 - النظام العام للوظيفة العامة ؛
 - التنظيم العام للدفاع الوطني ؛
 - حرية إدارة التجمعات المستقلة واختصاصاتها ومواردها ؛
 - التمدن واستصلاح الأراضي ؛
 - ميثاق الأحزاب السياسية وأنظمة الجمعيات والصحافة ؛
 - التعليم والبحث العلمي ؛
 - الصحة العامة والشؤون الاجتماعية وحقوق الطفل ؛
 - نظام الضمان الاجتماعي ؛
 - نظام الملكية والحقوق الطبيعية والواجبات المدنية والتجارية ؛
 - حماية البيئة والحفاظ على الموارد الطبيعية ؛
 - النظام العقاري ؛
 - نظام ملكية الدولة ؛
 - التعاونية والإدخار والائتمان ؛
 - حق العمل والحق النقابي ؛
 - الثقافة والفنون والرياضة ؛
 - نظام النقل والاتصالات اللاسلكية ؛
 - الزراعة والثروة الحيوانية والصيد والحياة البرية والمياه والغابات.
- يجوز توضيح أحكام هذه المادة بقانون تنظيمي.

المادة 138

المواد التي في غير مجال القانون لها طابع تنظيمي.
النصوص التي لها شكل تشريعي وجاءت بهذه المواد يمكن أن تعدل بمراسيم بعد أخذ رأي الغرفة الإدارية للمحكمة العليا.

- تعزيز المساواة بين الجنسين والشباب والأشخاص ذوي الإعاقة ؛
- حشد الموارد وتعبئة الأشخاص لمصلحة الدفاع الوطني ؛
- المبادئ الأساسية لتنظيم قوات الدفاع والأمن، وكذلك ميثاق حقوق وواجبات أعضائها ؛
- الجنسية، حالة ومقدرة الأشخاص، أنظمة الزواج، المواريث والهبات ؛
- قانون الأسرة ؛
- القانون المدني ؛
- تحديد المخالفات الجزائية وكذلك العقوبات التي تطبق عليها؛
- الإجراءات الجزائية والعفو وإنشاء أنظمة جديدة للقضاء ونظام القضاة؛
- نظام السجون؛
- القاعدة الضريبية والنسبة وكيفية تحصيل كل أشكال الضرائب؛
- نظام إصدار الأوراق النقدية؛
- إنشاء فئات المؤسسات العامة؛
- تأميم المؤسسات وتحويل ملكية مؤسسات القطاع العام إلى القطاع الخاص؛
- الضمانات الأساسية الممنوحة لموظفي الدولة المدنيين والعسكريين؛
- النظام الانتخابي ؛
- كيفية الإجراءات التي تربط الأعراف وملاءمتها مع مبادئ الدستور ؛
- شروط ممارسة الخدمة المدنية والخدمة الوطنية الإلزامية ؛
- إلزامية التصريح بالتمتلكات وقائمة الأشخاص الملزمين بهذا الواجب؛
- صيغة القسم المكرسة في القانون لفئات الشخصيات والموظفين الملزمين بهذا الواجب؛
- حالة الحصار وحالة الطوارئ.
- يحدد القانون المبادئ الأساسية لـ :
- التنظيم الإداري للأراضي ؛

تفتح الدورة الثانية في الأول من سبتمبر.

إذا وافق يوم الأول من فبراير أو يوم الأول من سبتمبر يوم عطلة، فتفتح الدورة في أول يوم عمل يليه.

لا يمكن أن تتجاوز مدة الدورة الأولى مائة وخمسين (150) يوماً.

لا يمكن أن تتجاوز مدة الدورة الثانية مائة وعشرين (120) يوماً.

المادة 134:

عندما تجتمع غرفتا البرلمان في جلسة عامة يترأس الأعمال مكتب الجمعية الوطنية.

المادة 135:

يجتمع البرلمان في دورة غير عادية بطلب من رئيس الجمهورية أو من الأغلبية المطلقة للأعضاء الذين يشكلون الجمعية الوطنية أو مجلس الشيوخ حول جدول أعمال محدد.

عندما تنعقد الدورة غير العادية بطلب من أعضاء البرلمان يصدر مرسوم الاختتام حال إنهاء البرلمان لجدول الأعمال الذي دعيت من أجله الدورة وفي أقصى حد خمسة عشرة (15) يوماً ابتداءً من تاريخ افتتاح الدورة.

يخول رئيس الجمهورية بطلب دورة جديدة قبل نهاية الشهر الذي يلي مرسوم الاختتام.

المادة 136:

في غير الحالات التي يجتمع فيها البرلمان بقوة القانون تُفتتح وتُختتم الدورات غير العادية بمرسوم من رئيس الجمهورية.

الباب الخامس: العلاقات بين السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية

المادة 137:

يقر البرلمان القانون باحترام توزيع الاختصاصات بين الدولة المركزية والتجمعات المستقلة.

يحدد القانون النظم التي تتعلق بكل من:

- الحقوق المدنية والضمانات الأساسية الممنوحة للمواطنين من أجل ممارسة الحريات العامة؛

المادة 129 :

إن حق تصويت أعضاء البرلمان شخصي.

غير أن بإمكان اللائحة الداخلية لكل مجلس برلمان أن يسمح بصورة استثنائية التصويت بالتوكيل.

المادة 130:

تحدّد اللائحة الداخلية لكل جمعية:

- تشكيلة المكتب وقواعد سير عمله وكذلك صلاحيات رئيسه؛
- العدد وكيفية التعيين والتشكيلة والدور، واختصاص لجانته الدائمة ولجان التفويض وكذلك لجانته الخاصة والمتخصصة؛
- تنظيم الأقسام الإدارية؛
- النظام التأديبي لأعضائه؛
- مختلف أشكال الاقتراع، عدا التي نص عليها الدستور؛
- كافة النظم المتعلقة بسير عمل كل جمعية.

المادة 131:

إذا لم يبلغ النصاب ثلثي النواب أو أعضاء مجلس الشيوخ عند افتتاح دورة ما، تؤجل الجلسة إلى اليوم الثالث المفتوح الذي يلي ذلك. وفي هذه الحالة، لا تصح المداولات إلا بحضور نصف أعضاء كل جمعية على الأقل.

المادة 132:

لا تصح جلسات الجمعيتين إلا إذا انعقدت في المقر العادي المخصص لدورتها، إلا في حالات الضرورة القصوى.

إن جلسات الجمعيتين علنية.

غير أنه يمكن لكل مجلس برلمان عقد اجتماع مغلق بطلب من رئيس الجمهورية أو من ثلث 3/1 أعضائها.

ينشر التقرير الكامل لمداولات الجمعيتين في الجريدة الرسمية للجمهورية.

المادة 133:

يجتمع البرلمان بقوة القانون في دورتين عاديتين في العام.

تفتح الدورة الأولى في الأول من فبراير.

لا يجوز محاكمة أي نائب أو عضو مجلس الشيوخ أو استدعائه أو اعتقاله أو احتجازه أو محاكمته بسبب آرائه أو أصواته التي أدلى بها أثناء أداء وظيفته.

لا يجوز محاكمة أي نائب أو عضو مجلس الشيوخ خلال الدورة أو إلقاء القبض عليه في المسائل الجنائية أو الجنحية إلا بإذن من الغرفة التي ينتمي إليها، إلا في حالات التلبس بالجريمة.

لا يجوز إلقاء القبض على أي نائب أو عضو مجلس الشيوخ خارج الجلسة إلا بإذن من الغرفة المعنية، وفي حالة المخالفات الصارخة أو الملاحقات القضائية المأذون بها أو الإدانات النهائية.

في حالة ارتكب عضو البرلمان جريمة أو جنحة، يجوز للجمعية الوطنية أو مجلس الشيوخ رفع الحصانة عنه أثناء انعقاد الجلسات.

في حالة ارتكب النائب أو عضو مجلس الشيوخ جريمة فاضحة يتم إبلاغ مكتب الجمعية الوطنية أو مجلس الشيوخ على الفور باعتقاله.

المادة 126:

ينتخب أعضاء مكتب الجمعية الوطنية بالاقتراع السري في بداية الجلسة الأولى للسلطة التشريعية.

ينتخب رئيس الجمعية الوطنية للفترة التشريعية.

كما ينتخب أعضاء المكتب لمدة عامين ونصف؛ أي ثلاثين (30) شهراً قابلة للتجديد.

المادة 127:

ينتخب أعضاء مكتب مجلس الشيوخ بالاقتراع السري بعد كل تجديد جزئي.

ينتخب الرئيس لفترة الولاية التشريعية.

المادة 128:

في حالة حدوث خرق خطير، يمكن استبدال أعضاء مكتب الجمعية الوطنية أو أعضاء مكتب مجلس الشيوخ عبر تصويت بأغلبية الثلثين (3/2).

في حالة وجود منصب شاغر في مكتب الجمعية الوطنية أو مجلس الشيوخ لأي سبب من الأسباب، يجب تنظيم انتخابات جديدة لملء المنصب الشاغر في غضون الواحد وعشرين (21) يوماً الموالية.

المادة 120:

ينتخب النواب في اقتراع عام ومباشر.

إن ولاية النواب هي خمس (05) سنوات قابلة للتجديد.

ينتخب أعضاء مجلس الشيوخ في اقتراع عام ومباشر من قبل الهيئة الانتخابية لمؤلفة من مستشاري المجالس الإقليمية ومجالس البلديات.

ولاية أعضاء مجلس الشيوخ هي ست (6) سنوات قابلة للتجديد بثلاث كل سنتين.

المادة 121:

يمثل البرلمان الأمة بأسرها.

أي تفويض ملزم لاغ ولا نتيجة له.

يتم تمثيل التشاديين بالخارج في الجمعية الوطنية.

ويتم تمثيل الرحل في مجلس الشيوخ.

المادة 122:

يمكن أن يترشح في البرلمان التشاديون من الجنسين المستوفون للشروط التي حددها القانون.

المادة 123:

يحدد قانون تنظيمي عدد أعضاء كل غرفة بالبرلمان وعلاواتهم ونظام عدم الأهلية وعدم التوافق.

كما يحدد الشروط التي بموجبها يتم انتخاب الأشخاص الذين يقومون باستبدال النواب أو أعضاء مجلس الشيوخ في حال شغور مقعد، حتى تجديد الغرفة التي ينتمون إليها تجديداً كلياً أو جزئياً.

المادة 124:

تتعارض وظيفة البرلمان مع أية وظيفة تمثيل مهني ذات طابع وطني، ومع أي خدمة عامة أو نشاط مهني مربح، باستثناء التعليم والبحث العلمي والصحة والزراعة والرعي.

المادة 125:

يتمتع أعضاء البرلمان بالحصانة البرلمانية.

وبحسب الظروف، بإمكان الجمعية الوطنية اتخاذ قرار أو تقديم توصيات إلى رئيس الجمهورية.

ويمكن لمجلس الشيوخ أن يقدم توصيات إلى رئيس الجمهورية.

المادة 116:

تتعارض وظيفة عضو الحكومة مع ممارسة أي تفويض برلماني ومع أية وظيفة تمثيل مهني ذات طابع وطني ومع أي خدمة عامة أو نشاط مهني مربح، باستثناء التعليم والبحث العلمي والصحة والزراعة والرعي.

المادة 117:

قبل تسلمهم مهامهم يؤدي الوزراء القسم أمام رئيس الجمهورية وبحضور نائب رئيس الجمهورية ورئيس مجلس الشيوخ ورئيس الجمعية الوطنية وأعضاء المحكمة العليا المجتمعين في جلسة رسمية، بهذه الصيغة :

"أنا أقسم رسمياً أن أكون مخلصاً في عملي، وألا أخون الأمة والشعب، وألا أختلس الأموال العامة، وألا أفشي أسرار الدولة، وأن أحترم الالتزامات الواردة في ميثاق الأخلاقيات."

الباب الرابع: السلطة التشريعية

المادة 118:

تمارس السلطة التشريعية من قبل البرلمان المؤلف من الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ.

- يحمل أعضاء الجمعية الوطنية لقب النائب.
- ويحمل أعضاء مجلس الشيوخ لقب عضو مجلس الشيوخ.

المادة 119:

يصوت البرلمان على القوانين ويراقب عمل الحكومة وتقييم السياسات العامة، كما يراقب تنفيذ القوانين.

ويصوت على القرارات ويقدم توصيات وفقاً للشروط المحددة في اللائحة الداخلية لكل جمعية.

تصوت الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ بالضرورة على القوانين التنظيمية وقوانين الالية والقوانين المتعلقة بالتجمعات المستقلة.

المادة 110:

في حالة الخيانة العظمى يكون نائب رئيس الجمهورية مسئولاً عن الأعمال التي قام بها أثناء ممارسة وظيفته، على النحو المنصوص عليه في المادة 168.

المادة 111:

لا يجوز لنائب رئيس الجمهورية أن يقوم أثناء ممارسة وظيفته، بمفرده أو من خلال وسيط، بشراء أو تأجير ممتلكات تابعة للدولة.

ولا يجوز له المشاركة، بنفسه أو من خلال وسيط، في الصفقات العامة والخاصة للدولة أو أجهزتها.

المادة 112:

إن الوزراء مسئولون أمام الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ في ظل الشروط والإجراءات المنصوص عليها في المواد 109، 112، 144 و 145 ووفقاً لأحكام اللائحة الداخلية لكل غرفة.

المادة 113:

تكلف الحكومة بضمان الأمن العام وتحافظ على النظام مع احترام الحريات وحقوق الإنسان.

تحقيقاً لهذه الغاية، تمتلك الحكومة كافة قوات الشرطة المكلفة بحفظ النظام والأمن الداخلي.

المادة 114:

على الوزراء تقديم قائمة ممتلكاتهم لدى المحكمة العليا في بداية تسلمهم مهامهم وعند نهايتها.

يخضع الوزراء للمقاضاة أمام محاكم القانون العام للجرائم والجنح الاقتصادية والمالية التي يرتكبونها أثناء أداء وظائفهم.

تطبق الأحكام المتعلقة بالصفقات العامة والمناقصات المحددة في المادة 78 على الوزراء.

المادة 115:

يستجوب مجلس الشيوخ والجمعية الوطنية كل وزير في إطار ممارسة وظائفه الحكومية.

المادة 102:

يفوض رئيس الجمهورية بعضا من سلطاته إلى نائب رئيس الجمهورية وإلى الوزراء.

المادة 103:

يقدم رئيس الجمهورية بياناً مرة في السنة للبرلمان مجتمعاً في جلسة عامة حول وضع الأمة.

الفصل الثاني: الحكومة

المادة 104:

تتكون الحكومة من رئيس الجمهورية ونائب رئيس الجمهورية والوزراء.

المادة 105:

تنفذ الحكومة سياسة الأمة المحددة في مجلس الوزراء وتسهر على تنفيذ القوانين.

المادة 106:

يتم تعيين نائب الرئيس وأعضاء الحكومة من قبل رئيس الجمهورية.

المادة 107:

يجب أن يكون نائب رئيس الجمهورية متمتعاً بحقوقه المدنية والسياسية، وأن يبلغ من العمر أربعين (40) عاماً على الأقل.

وأن يكون تشادي الجنسية فقط، ومن أب وأم تشاديين الجنسية.

المادة 108:

قبل تسلمه مهامه، يؤدي نائب رئيس الجمهورية المعين من قبل رئيس الجمهورية وفقاً لأحكام المادتين 80 و 86، اليمين أمام المحكمة العليا المجتمعمة رسمياً، وبحضور رئيس الجمهورية ورئيس مجلس الشيوخ ورئيس الجمعية الوطنية بهذه الصيغة :

" أقسم رسمياً أن أحترم الدستور وأن أؤدي بإخلاص المهام الموكلة إلي، وولائي لرئيس الجمهورية "

المادة 109:

يعمل نائب رئيس الجمهورية نيابة عن رئيس الجمهورية.

إن هذه التدابير الاستثنائية لا تبرر المساس بالحق في الحياة وفي الوحدة الجسمانية والمعنوية وفي الضمانات القضائية الممنوحة للأفراد.

المادة 98:

يجب أن تكون الإجراءات المتخذة بموجب المادة السابقة مستوحاة من رغبة تأمين للسلطات العامة الدستورية في أقرب الفرص، ووسائل إكمال مهمتها. لا يمكن حل الجمعية الوطنية أثناء ممارسة السلطات الاستثنائية.

المادة 99:

يوقع رئيس الجمهورية على الأوامر والمراسيم المتخذة في مجلس الوزراء. ويعين في مجلس للوزراء في المهام المدنية والعسكرية العليا للدولة. يحدد القانون التنظيمي الوظائف التي تم تحديدها في مجلس الوزراء وكذلك شروط التعيين التي يفوض فيها رئيس الجمهورية السلطة التي تمارس باسمه.

المادة 100:

يتواصل رئيس الجمهورية مع البرلمان برسائل ولا تكون محلاً للنقاش؛ وتُستلهم دائماً من أعمال البرلمان. وفيما عدا الدورات العادية، يجتمع البرلمان خصيصاً لهذا الغرض.

المادة 101:

أعمال رئيس الجمهورية بخلاف تلك المتعلقة بما يلي:

- تعيين نائب رئيس الجمهورية؛
- حل الجمعية الوطنية؛
- اللجوء إلى الاستفتاء؛
- ممارسة السلطات الاستثنائية؛
- الرسائل المقدمة منه إلى البرلمان؛
- إخطار المحكمة العليا؛
- تعيين الوزراء وأعضاء المحكمة العليا ومحكمة الحسابات والسلطة العليا للإعلام السمعي البصري، واللجنة الوطنية لحقوق الإنسان، والمجلس الأعلى للتجمعات المستقلة والسلطات التقليدية والمجلس الاقتصادي والثقافي والاجتماعي والبيئي؛
- حق العفو؛
- المراسيم العادية؛

يوقع عليها بجانبه عند اللزوم الوزراء المعنيون.

المادة 94:

إن رئيس الجمهورية هو القائد الأعلى للجيش ويتراأس المجالس واللجان العليا للدفاع الوطني.

المادة 95:

إضافة إلى الوظائف الخاصة بالدفاع عن وحدة التراب الوطني المنوطة بقوات الدفاع والأمن، يكلف رئيس الجمهورية بالمساهمة في التنمية الاقتصادية للأمة ومن ثم أن يقوم بكافة أنشطة المصلحة العامة وفقاً للشروط التي يحددها القانون.

المادة 96

عندما يهدد السير المنظم للسلطات العامة بأزمات متكررة بين السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية، يحق لرئيس الجمهورية إعلان حل الجمعية الوطنية.

تجرى الانتخابات العامة خلال فترة خمس وأربعين (45) يوماً بعد حل الجمعية الوطنية.

تجتمع الجمعية الوطنية بقوة القانون خلال الأيام الخمسة عشر (15) المفتوحة التي تلي انتخابها. إذا عقد هذا الاجتماع خارج الفترات المحددة للجلسات العادية، يحق فتح جلسة خلال فترة خمسة عشر (15) يوماً.

ولا يمكن مباشرة حل آخر للجمعية في العام الذي يلي هذه الانتخابات

المادة 97:

عندما تهدد مؤسسات الجمهورية، وسيادة الأمة وتكامل الأراضي أو تنفيذ معاهداتها الدولية بصورة خطيرة ومباشرة، وإذا توقف السير المنتظم للسلطات العامة، يتخذ رئيس الجمهورية بعد الاستشارة الإلزامية لرئيس مجلس الشيوخ ورئيس المحكمة العليا في مجلس الوزراء في مدة لا تتجاوز ثلاثين (30) يوماً الإجراءات الاستثنائية التي تفرضها الظروف.

لا يمكن أن تمدد هذه الفترة إلا بموافقة البرلمان.

يجتمع البرلمان بقوة القانون إن لم يكن في دورة.

يوجه رئيس الجمهورية خطاباً إلى الأمة بهذا الصدد.

تعلن نهاية الأزمة بخطاب موجه من رئيس الجمهورية إلى الأمة.

المادة 88:

يتمتع رئيس الجمهورية بمبادرة القوانين مع أعضاء البرلمان.

يصدر رئيس الجمهورية القوانين خلال الخمسة عشر (15) يوما التي تلي تقديم القانون المجاز نهائيا من قبل الحكومة.

وقبل انتهاء هذه المهلة يمكنه أن يطلب من البرلمان مداولة جديدة للقانون أو لبعض مواده.

وتعلق المداولة الجديدة التي لا يمكن رفضها مهلة الإصدار.

و في الحالات الطارئة تخفض مهلة الإصدار إلى ثمانية (8) أيام.

بعد نفاذ المدة القانونية يعتبر القانون معتمداً ويتم نشره.

المادة 89:

إن رئيس الجمهورية أثناء مدة الدورات أو باقتراح من البرلمان ينشر في الجريدة الرسمية وبعد موافقة المحكمة العليا، يمكنه أن يقدم للاستفتاء كل مشروع قانون يقضي بتنظيم السلطات العامة، الذي يشمل على اعتماد اتفاق اتحاد يرمي إلى السماح بمصادقة معاهدة دون أن تكون مخالفة للدستور، قد تكون لها انعكاسات على سير المؤسسات.

المادة 90:

يخول رئيس الجمهورية بعد استشارة البرلمان بتقديم كل نص أو قضية تحتاج للاستشارة المباشرة من الشعب إلى الاستفتاء.

وبعد اعتماد المشروع وبالإستفتاء يصدر رئيس الجمهورية القانون في المهلة المنصوص عليها في المادة 88.

المادة 91:

يضمن رئيس الجمهورية تنفيذ القوانين وكذلك ضمان قرارات القضاء.

المادة 92:

يملك رئيس الجمهورية حق العفو ومبادرة مشاريع قانون العفو.

المادة 93:

يعتمد رئيس الجمهورية ويستدعي السفراء والمبعوثين المفوضين لدى الدول والمنظمات الدولية.

إن السفراء والمبعوثين والمفوضين الأجانب معتمون لديه.

وفي حال امتناع هذا الأخير يقوم مقامه النائب الأول لرئيس مجلس الشيوخ.
وفي جميع الأحوال، تُجرى انتخابات رئاسية جديدة في غضون 45 يوما على الأقل و90 يوما على الأكثر بعد إعلان الشغور.

المادة 83:

لا يجوز لرئيس مجلس الشيوخ أو النائب الأول لرئيس مجلس الشيوخ القائم بمهام رئيس الجمهورية أن يقحم مسئولية الحكومة ولا اللجوء إلى تعديل الدستور، ولا اللجوء إلى حل الجمعية الوطنية، ولا الترشح للانتخابات الرئاسية.

بغض النظر عن أحكام الفقرة الأولى، يجوز لرئيس مجلس الشيوخ أو النائب الأول لرئيس مجلس الشيوخ القائم بمهام رئيس الجمهورية مراسلة البرلمان، وإبلاغ المحكمة العليا، والتوقيع على المراسيم العادية أو ممارسة الصلاحيات الاستثنائية المنصوص عليها في المادة 97 من هذا الدستور.

المادة 84:

إن المسئولية الجزائية لرئيس الجمهورية أثناء ممارسة مهامه لا تكون ملزمة إلا في حالة الخيانة العظمى، على النحو المنصوص عليه في المادة 168.

المادة 85:

يتقلد رئيس الجمهورية السلطة التنفيذية. وهو رئيس الحكومة والإدارة، وبهذه الصفة، يحدد الرئيس سياسة الأمة ويتابعها، كما يمارس السلطة التنظيمية.

المادة 86:

يعين رئيس الجمهورية نائب الرئيس والوزراء. ويحدد صلاحياتهم كما يقبلهم من مناصبهم.

إن نائب رئيس الجمهورية والوزراء مسئولون أمام رئيس الجمهورية.

المادة 87:

يتأسس رئيس الجمهورية مجلس الوزراء.

ينظر مجلس الوزراء إجباريا حول:

- القرارات المحددة للسياسة العامة للدولة.
- مشاريع القوانين.
- الأوامر والمراسيم التنظيمية.

المادة 76:

تتعارض مهام رئيس الجمهورية مع ممارسة أي تفويض انتخابي آخر و مع أي عمل عام أو أي نشاط مهني مربح.

المادة 77:

يحرص رئيس الجمهورية عند تسلم ولايته تقديم إقرار ذمة خطي يوضح فيه ممتلكاته ويرسل إلى المحكمة العليا.

المادة 78:

لا يمكن لرئيس الجمهورية طيلة فترة ولايته أن يشتري بنفسه أو بواسطة أحد شيناً أو يستأجر عقاراً تملكه الدولة.

ولا يستطيع أن يشارك بنفسه أو بواسطة أحد في الصفقات العامة والخاصة للدولة أو فروعها.

المادة 79:

يحدد القانون اللائحة المدنية والامتيازات الأخرى الممنوحة لرئيس الجمهورية المكلف.

كما يحدد القانون طرق منح معاش وامتيازات أخرى إلى لرؤساء الجمهورية القدامى المتمتعين بحقوقهم المدنية والسياسية.

المادة 80 :

يختار رئيس الجمهورية ويعين نائب الرئيس بمرسوم.

المادة 81:

عند الغياب عن الوطن أو الامتناع المؤقت لرئيس الجمهورية ، ينوب عنه نائب رئيس الجمهورية في حدود السلطات التي يمنحها له.

وتحدد شروط ممارسة الإنابة بمرسوم يصدره رئيس الجمهورية.

المادة 82:

في حالة شغور منصب رئيس الجمهورية لأي سبب كان أو لامتناع نهائي تحققت منه المحكمة العليا بعد أن أبلغها به البرلمان المنعقد في جلسة له فإن صلاحيات رئيس الجمهورية باستثناء الصلاحيات المنصوص عليها في المواد 86 ، 89 ، 90 ، 96 ، 97 ، 98 ، 99 و 101 تمارس بصورة مؤقتة من قبل رئيس مجلس الشيوخ .

وفي حالة الاحتجاج فإن المحكمة العليا ملزمة بالفصل في مدة خمسة عشرة (15) يوماً من الإعلان المؤقت وأن قرار المحكمة العليا يقضي بالإعلان النهائي أو بإلغاء الانتخاب.

وإذا لم يقدم أي اعتراض في مهلة خمسة أيام وإذا اعتبرت المحكمة العليا بأن التصويت لم تعترضه أي مخالفات من شأنها إلغائه يعلن انتخاب رئيس الجمهورية في الأيام العشرة (10) التي تعقب الاقتراع.

وفي حالة الإلغاء يباشر في جولة جديدة خلال الواحد والعشرين (21) يوماً التي تعقب القرار.

المادة 74:

يسري مفعول ولاية رئيس الجمهورية الجديد ابتداء من تاريخ انتهاء فترة الولاية السابقة.

المادة 75:

بعد الإعلان النهائي للانتخابات من قبل المحكمة العليا، يؤدي رئيس الجمهورية المنتخب اليمين أمام المحكمة العليا في جلسة رسمية وبحضور أعضاء البرلمان.

صيغة اليمين هي التالية :

نحن، رئيس الجمهورية المنتخب وفقاً لقوانين البلاد، أقسم رسمياً أمام الشعب التشادي على أن :

- أصون واحترم وأدافع عن الدستور والقوانين ؛
- أؤدي بامانة المهام العليا التي كلفني بها الأمة ؛
- أحترم وأدافع عن الشكل الجمهوري للدولة ؛
- أحافظ على كمال الأراضي ووحدة الأمة ؛
- أضمن العدالة لجميع المواطنين ؛

أحترم و أدافع عن حقوق و حريات الأفراد.

خلال هذا الاحتفال العام يتلقى رئيس الجمهورية صفات منصبه ويلقي خطاباً للأمة .

المادة 69:

تبدأ عملية الانتخاب بدعوة الناخبين بموجب مرسوم رئاسي يتخذ في مجلس الوزراء.

ينتخب رئيس الجمهورية الجديد بخمسة وثلاثين (35) يوما على أبعد تقدير قبل انتهاء الولاية الحالية.

المادة 70:

في حال وفاة أو حدوث مانع لأحد المرشحين الأوفر حظا في الجولة الأولى من الانتخاب وقبل الانسحاب المحتمل، تعلن المحكمة العليا وبعد المعاينة عن وجوب إجراء كافة العمليات الانتخابية من جديد. وسيجري الشيء ذاته عند وفاة أو حدوث مانع لأحد المرشحين الباقين الحاضرين لخوض الجولة الثانية.

المادة 71:

يتم انتخاب رئيس الجمهورية باقتراع فردي وبالأغلبية وفي جولتين (2).
يعتبر فائزاً في انتخابات الجولة الأولى المرشح الذي حصل على الأغلبية المطلقة من أصوات الناخبين المعبر عنها.
فإن لم يحصل أي مرشح على الأغلبية المطلقة في الجولة الأولى تتم مباشرة الجولة الثانية في يوم الأحد التالي للمرشحين الذين تصدر القائمة.
وبعد الجولة الثانية، ينتخب رئيساً للجمهورية المرشح الذي حصل على أكبر عدد من الأصوات.

المادة 72:

يحدد القانون الشروط الانتخابية وتقديم طلبات الترشيح وسير الاقتراع وفرز الأصوات وإعلان النتائج.

المادة 73:

تسهر المحكمة العليا على شرعية الاقتراع والتأكد من النتائج.
وإذا لم يقدم أي احتجاج حول قانونية العمليات الانتخابية لدى المحكمة العليا من قبل أحد المرشحين خلال خمسة (5) أيام من الإعلان المؤقت، تعلن المحكمة العليا انتخاب رئيس الجمهورية نهائياً.

إنه الضامن للاستقلال الوطني، وتكامل الأراضي واحترام الدستور والمعاهدات والاتفاقيات الدولية.

يكفل الرئيس من خلال تحكيمه، حسن العمل المنتظم للسلطات العامة وكذا استمرارية الدولة.

الفصل الأول : رئيس الجمهورية

المادة 66:

ينتخب رئيس الجمهورية بالاقتراع العام المباشر لولاية ست (6) سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة.

المادة 67:

يترشح لمنصب رئيس الجمهورية، التشاديون من الجنسين المستوفون للشروط الآتية :

- أن يكون تشادي المولد، ومن أب وأم تشاديين الأصل، ولم يتجنس بجنسية أخرى؛
- أن يكون عمره أربعين (40) سنة على الأقل؛
- أن يكون متمتعاً بكافة حقوقه المدنية والسياسية؛
- أن تكون صحته البدنية والعقلية جيدة؛
- أن يكون حسن الخلق؛
- أن يكون مقيماً بأرض جمهورية تشاد.

إضافة إلى ذلك، على المرشح دفع ضمانة مالية يحدد القانون قيمتها.

إذا كان المرشح عضواً في قوات الدفاع والأمن، عليه أن يتفرغ مسبقاً لهذا المنصب.

المادة 68:

تقدم طلبات الترشيح لمنصب رئيس الجمهورية لدى المحكمة العليا بأربعين (40) يوماً كاملاً على الأقل، و بستين (60) يوماً كاملاً على الأكثر قبل الجولة الأولى للاقتراع.

تحدد وتنشر المحكمة العليا قائمة المرشحين بثلاثين (30) يوماً كاملاً قبل الجولة الأولى للاقتراع.

المادة 58:

يشارك كل مواطن وفق عائداته وثروته في النفقات العامة.

المادة 59:

لا يمكن لأحد بسبب انتمائه لمعتقداته الدينية ولا لأرائه الفلسفية التملص من واجب فرضته عليه المصلحة الوطنية.

المادة 60:

على الدولة حماية المصالح المشروعة للتشاديين بالخارج.

تضمن الدولة مشاركة التشاديين المقيمين بالخارج في مصير الأمة.

المادة 61:

تكفل الدولة الحياد السياسي للقوات المسلحة والأمن.

المادة 62:

تتخذ الدولة التدابير اللازمة لإدخال حقوق الإنسان والحريات العامة في مقررات التعليم المدرسي والجامعي وكذلك في تدريب قوات الدفاع والأمن.

المادة 63:

تفرض الدولة سيادتها الكاملة والدائمة على جميع الثروات والموارد الطبيعية الوطنية من أجل رفاهية المجتمع الوطني.

ويحق للدولة أن تتنازل عن تنقيب واستغلال هذه الموارد الطبيعية للقطاع الخاص.

المادة 64:

تكفل الدولة حرية الشركات.

الباب الثالث: السلطة التنفيذية

المادة 65:

تُمارس السلطة التنفيذية من قبل رئيس الجمهورية.

رئيس الجمهورية هو منتخب الأمة ويجسد الوحدة الوطنية.

المادة 52:

تلتزم الدولة والتجمعات المستقلة بالسهر على حماية البيئة.
ويحدد القانون شروط تخزين واستعمال وإخلاء الفضلات السامة أو الملوثة الناتجة عن الأنشطة الوطنية.
كما يمنع مرور واستيراد ودفن وصب الفضلات السامة أو الملوثة الأجنبية بالأراضي الوطنية.

الفصل الثاني : الواجبات

المادة 53:

يجب على كل مواطن أن يحترم الدستور والقوانين والنظم وكذلك المؤسسات وشعارات الجمهورية.

المادة 54:

الممتلكات العامة مصنونة. ويجب على كل شخص احترامها وحمايتها.

المادة 55:

على السلطات العامة ترقية وفرض احترام الإدارة الرشيدة ومراعاتها في تسيير الشؤون العامة وردع الاختلاس والرشوة والمخالفات المماثلة.
يتعين على فئة من الشخصيات العمومية وموظفي الدولة التصريح بممتلكاتهم عند استلام وظائفهم وبعدها، ويؤدون القسم وفق الصيغة المكرسة في النصوص المعمول بها.

المادة 56:

الدفاع عن الوطن وتكامل الأراضي الوطنية واجب كل تشادي.
الخدمة الوطنية إلزامية. ويحدد القانون شروط أداء هذا الواجب.
يمنع على المدنيين منعاً باتاً حمل الأسلحة الحربية في كافة الأراضي الوطنية.

المادة 57:

حماية البيئة واجب للجميع. تسهر الدولة والتجمعات المستقلة على الدفاع عن البيئة وحمايتها. يجب أن يكون كل ضرر لحق بالبيئة موضع إصلاح.

المادة 43:

توفر الدولة والتجمعات المستقلة ظروف ازدهار رفاهية الشباب.

المادة 44:

تبذل الدولة كل ما في وسعها لسد حاجة كل مواطن عندما يتقدم في السن أو بسبب عجزه البدني أو العقلي أو كل من يجد نفسه غير قادر على العمل، لاسيما بتأسيس هيئات ذات طابع اجتماعي.

المادة 45:

الملكية الخاصة مصونة ومقدسة.

لا يمكن نزع ملكية أحد إلا بسبب مصلحة عامة ثابتة قانونياً وبمقابل تعويض عادل ومسبق.

المادة 46:

للمسكن حرمة. ولا يجوز تفتيشه إلا في الأحوال والأشكال التي نص عليها القانون.

المادة 47:

لكل تشادي الحق في تحديد مسكنه بحرية ومحل إقامته في أي مكان من الأراضي الوطنية.

المادة 48:

لكل تشادي الحق في التنقل بحرية داخل الأراضي الوطنية، كما له الحق في الخروج منها والعودة إليها.

المادة 49:

يضمن القانون سرية المراسلات والاتصالات.

المادة 50:

يمنح حق اللجوء للجاليات الأجنبية، وفقاً للشروط التي حددها القانون. كما يمنع تسليم اللاجئين السياسيين.

المادة 51:

لكل شخص الحق في بيئة صحية سليمة.

المادة 36:

الحق في الثقافة مضمون لكل تشادي.

تلتزم الدولة على الحفاظ بالقيم الثقافية الوطنية، وتعمل على ترقيةها.

المادة 37:

لكل مواطن الحق في الابداع وفي الحماية والتمتع بمؤلفاته الفكرية والفنية.

تضمن الدولة تطور وحماية التراث الثقافي الوطني، وكذلك الانتاج الفني والأدبي.

المادة 38:

التعليم حق لكل مواطن.

التعليم الأساسي العام علماني ومجاني.

التعليم الأساسي والخدمة الوطنية إلزاميان.

التعليم الخاص معترف به ويمارس وفق الشروط التي حددها القانون.

المادة 39:

تلتزم الدولة بتشجيع وتطوير التعليم الرسمي العام، التقني والمهني.

المادة 40:

توفر الدولة والتجمعات المستقلة الشروط والمؤسسات الكفيلة بضمان تربية الأطفال وترقية المساواة بين الجنسين وأيضاً الأشخاص ذوي الإعاقة.

المادة 41:

الأسرة هي الأساس الطبيعي والأخلاقي للمجتمع.

تلتزم الدولة والتجمعات المستقلة بالسهر على رفاهية الأسرة.

المادة 42:

للوالدين الحق الطبيعي، وواجب تنشئة وتربية أطفالهما. وتدعمهما الدولة والتجمعات المستقلة في تأدية مهمتهما.

لا يمكن فصل الأطفال عن والديهما أو عن الذين تكفلوهم إلا إذا أخفق هؤلاء في واجبهم.

المادة 29:

تكفل الدولة الحرية النقابية.

كل مواطن حر في الانتساب إلى النقابة التي يختارها.

المادة 30:

يكفل حق الإضراب ويمارس في إطار القانون الذي ينظمه.

المادة 31:

لا يمكن حل الجمعيات والأحزاب السياسية والنقابات إلا بالشروط المنصوص عليها في قوانينهم الأساسية أو عبر الطريقة القضائية وأيضاً عند ما يعرض وجودها الوحدة الوطنية للخطر.

المادة 32:

يكفل الدستور حق المعارضة الديمقراطية.

يحدد القانون الحقوق والالتزامات الضامنة لنظام المعارضة.

المادة 33:

الدخول في الوظيفة العامة مكفول لكل تشادي دون أي تمييز، مع الاحتفاظ بالشروط الخاصة لكل تشغيل.

يوقع كل موظف حكومي عند تسلمه العمل على تعهد أخلاقي.

المادة 34:

تسعى الدولة لترقية الحقوق السياسية للمرأة بتمثيل أفضل في الجمعيات المنتخبة والمؤسسات والإدارات العامة والخاصة.

تحدد طرق تطبيق هذه المادة بقانون تنظيمي.

المادة 35:

تعترف الدولة بحق كل مواطن في العمل.

تكفل الدولة المكافئة العادلة للعمل مقابل خدماته أو إنتاجه.

لا يظلم أحد في أداء عمله بسبب أصوله أو آرائه أو معتقداته أو جنسه أو وضعه الاجتماعي.

المادة 20:

لكل فرد حق الابتهاج مع مراعاة حقوق الغير وحسن العادات والنظام العام.

المادة 21:

لا يجوز إخضاع أحد للاستعباد أو الاسترقاق.

المادة 22:

تمنع التوقيفات والاعتقالات غير المشروعة والاستبدادية.

المادة 23:

لا يمكن أن يعتقل أحد في منشأة إصلاحية إن لم يصدر ضده قانون جزائي ساري المفعول.

المادة 24:

لا يمكن اعتقال أو إدانة أحد إلا بموجب قانون سبق إصداره في أفعال أدين بها.

المادة 25:

كل متهم بريء حتى تثبت إدانته عقب حكم قانوني يقدم ضمانات كفيلة للدفاع عنه.

المادة 26:

العقوبة شخصية، ولا يمكن تحمل المسؤولية على أحد يلاحق على جرم لم يرتكبه.

المادة 27:

تمنع النظم العرفية والتقليدية المتعلقة بالمسؤولية الجزائية الجماعية.

المادة 28:

تكفل حريات الرأي والتعبير والاتصال والإحساس والدين والصحافة والتجمع والاجتماع والحركة والتظاهرات والموكب للجميع.

ولا يمكن أن تكون محدودة إلا في إطار احترام حريات وحقوق الغير أو ضرورة الحفاظ على الوحدة الوطنية والنظام العام والأخلاق الحميدة.

يحدد القانون شروط ممارسة الحريات.

المادة 13:

التساديون من الجنسين سواسية في الحقوق والواجبات. كما يتساون أمام القانون.

المادة 14:

تضمن الدولة للجميع المساواة أمام القانون دون تمييز في الأصل أو العرق أو الجنس أو الدين أو الرأي السياسي أو المكانة الاجتماعية.

ويتوجب على الدولة الحرص على إزالة كل أشكال التمييز تجاه المرأة. وأن تضمن حماية حقوقها في كل مجالات الحياة الخاصة والعامة.

المادة 15:

مع الاحتفاظ بالحقوق السياسية، فإن الأجنبي المقيمين بانتظام في جمهورية تشاد، يستفيدون من الحقوق والحريات نفسها التي يتمتع بها المواطنون في حدود القانون، وعليهم الامتثال للدستور والقانون ونظم الجمهورية.

المادة 16:

يكلل الدستور حقوق الشخصيات الاعتبارية.

الفصل الأول: الحريات والحقوق الأساسية

المادة 17:

الشخص البشري مقس ومُصان.

لكل فرد الحق في الحياة، وفي كمال شخصه، وفي الأمن والحريّة، وفي حماية حياته الخاصة وممتلكاته.

المادة 18:

لا يمكن البتة إخضاع أحد للعنف أو لمعاملات مخزية أو مهينة أو للتعذيب.

المادة 19:

يمنع منعاً باتاً الرّق والاتجار بالبشر، العمل الإجباري، التعذيب البدني أو الذهني، المعاملات غير الإنسانية، القاسية والمخزية والمهينة، والعنف البدني وتشويه الأعضاء التناسلية للإناث والزواج المبكر وكافة أشكال الذل والهوان الأخرى للكائن البشري.

يعتبر ناخبون على ضوء الشروط المحددة بالقانون، كل التشابيين من الجنسين الذين بلغوا 18 عاما فما فوق، ومتمتعين بحقوقهم المدنية والسياسية.

المادة 7:

مبدأ ممارسة السلطة هو حكم الشعب للشعب من أجل الشعب، ويقوم على أساس فصل السلطات: التنفيذية، والتشريعية، والقضائية.

المادة 8:

الرمز الوطني هو العلم ثلاثي الألوان: أزرق، ذهبي وأحمر، ذات الشرائط العمودية المتساوية الأبعاد، ويكون اللون الأزرق إلى جانب السارية.

شعار جمهورية تشاد هو: وحدة - عمل - تقدم.

النشيد الوطني هو: "التشادية".

العيد الوطني هو يوم 11 أغسطس، يوم استقلال تشاد.

عاصمة جمهورية تشاد هي أنجمينا.

المادة 9:

اللغتان الرسميتان هما الفرنسية والعربية.

يحدد القانون شروط ترقية وتنمية اللغات الوطنية.

المادة 10:

يحدد القانون أختام وشعارات النبالة في جمهورية تشاد.

المادة 11:

يحدد القانون شروط اكتساب وفقدان الجنسية التشادية.

الباب الثاني: الحريات والحقوق الأساسية والواجبات

المادة 12:

تكفل الحريات والحقوق الأساسية وممارستها لجميع المواطنين حسب الشروط والصيغ التي نص عليها الدستور والقانون.

الباب الأول: الدولة والسيادة

المادة 1:

تشاد جمهورية مستقلة، ذات سيادة، علمانية، اجتماعية، واحدة وغير قابلة للتجزئة، قائمة على مبادئ الديمقراطية وسيادة القانون والعدل.
تؤكد فصل الأديان عن الدولة.

المادة 2:

تبلغ مساحة جمهورية تشاد واحد مليون ومائتين وأربعاً وثمانين ألفاً (1.284.000) كيلومتر مربع، وهي منظمة على شكل وحدات إدارية وتجمعات مستقلة يكفل الدستور استقلالها الذاتي.

المادة 3:

السيادة ملك للشعب يمارسها إما مباشرة عبر الاستفتاء وإما بطريقة غير مباشرة بواسطة ممثليه المنتخبين.
ولا يمكن لأية جماعة، ولا لأي تجمع، ولا لأي حزب سياسي أو جمعية، ولا لأي منظمة نقابية، ولا لأي فرد أو مجموعة أفراد أن تختص بممارستها.
تحدد شروط اللجوء إلى الاستفتاء بهذا الدستور وبقانون تنظيمي.

المادة 4:

تتنافس الأحزاب والتجمعات السياسية على التعبير بالانتخاب. وتتشكل وتمارس أنشطتها بحرية وفقاً للشروط الواردة في القانون مع احترام مبادئ السيادة الوطنية ووحدة التراب الوطني والوحدة الوطنية والديمقراطية التعددية.

المادة 5:

تمنع كل دعاية ذات طابع قبلي وجهوي أو طائفي ترمي إلى المساس بالوحدة الوطنية وعلمانية الدولة.

المادة 6:

الانتخاب عام، مباشر وغير مباشر، متكافئ وسري.

وعليه، نحن الشعب التشادي

- نؤكد بهذا الدستور، للتعبير عن إرادتنا للعيش معاً مع احترام التنوعات القبلية والدينية والإقليمية والثقافية من أجل بناء دولة القانون، وأمة موحدة مبنية على أساس الحريات العامة والحقوق الأساسية للإنسان وكرامة البشر والتعددية السياسية وحول القيم الأفريقية والتضامن والأخوة؛ كما نؤكد تعلقنا بالنزاهة والاستقامة والشفافية والحياد وواجب تحمل المسؤولية كونها قيماً جمهورية وأخلاقية خاصة بتهديب حياة الأمة؛ نعتبر بأن التسامح السياسي والقبلي والديني والعمو والحوار بين الأديان والثقافات يشكل القيم الأساسية التي ترمي إلى دعم وحدتنا وتضامننا الوطني؛ نعتز بأن ترقية الجنسانية المساواة بين الجنسين والشباب هي عامل لتحقيق المساواة بين الرجال والنساء في بلادنا، ومن ثم ضرورة أخذها في الاعتبار من أجل تنمية بشرية مستدامة.

- نجدد تأكيدنا على تعلقنا بمبادئ حقوق الإنسان كما حددها ميثاق الأمم المتحدة لعام 1945، والإعلان العالمي لحقوق الإنسان لعام 1948، والميثاق الأفريقي لحقوق الإنسان والشعوب لعام 1981؛

- نعلن رسمياً عن حقنا وواجبنا في مقاومة وعصيان أي فرد أو مجموعة أفراد وكل هيئة دولة تستولي على الحكم بالقوة أو تمارسه بانتهاك هذا الدستور.

- نؤكد معارضتنا التامة لأي نظام تقوم سياسته على التعسف والديكتاتورية والظلم والفساد والابتزاز والتكثف والطائفية ومصادرة السلطة.

- نؤكد رغبتنا في التعاون في إطار السلام والصدقة مع كافة الشعوب التي تقاسمنا أفكارنا في الحرية والعدالة والتضامن على أساس مبادئ المساواة والمصالح المشتركة والاحترام المتبادل والسيادة الوطنية ووحدة التراب الوطني وعدم التدخل.

- نعلن تعلقنا بقضية الوحدة الأفريقية والتزامنا في بذل كل ما في وسعنا لتحقيق التكامل شبه الإقليمي والإقليمي. عليه؛

- نجيز رسمياً هذا الدستور كقانون سام للدولة.

هذه الديباجة جزء لا يتجزأ من الدستور.

الديباجة

أعلنت تشاد جمهورية بتاريخ 28 نوفمبر 1958، وحصلت على سيادتها الوطنية والولاية بتاريخ 11 أغسطس 1960.

ومنذ ذلك التاريخ شهدت جمهورية تشاد تطوراً مؤسسياً وسياسياً مضطرباً. وقد حالت سننات الاحتلال والحروب والديكتاتورية والحزب الواحد دون ظهور أي ثقافة ديمقراطية وتعددية سياسية.

وغرزت مختلف الأنظمة التي تعاقبت على السلطة، الإقليمية، والقبلية، والمحابية، وعدم المساواة الاجتماعية، وانتهاك حقوق الإنسان، والحريات الأساسية الفردية والجماعية التي كان من عواقبها الحرب والعنف السياسي، والكرهية، وعدم التسامح، والحذر والارتياب بين مختلف الجماعات التي تكون الأمة التشادية. إن هذه الأزمنة المؤسسية والسياسية التي هزت تشاد منذ أكثر من أربعة عقود لم تستطع أن تقوض تصميم الشعب التشادي في التوصل إلى بناء أمة تتمتع بكرامتها وحريتها وسلامتها وازدهارها.

هكذا فإن المؤتمر الوطني المستقل المنعقد بأجمينا في الفترة من 15 يناير إلى 7 أبريل 1993 بمبادرة من رئيس الجمهورية الذي ضم الأحزاب السياسية وجمعيات المجتمع المدني وهيئات الدولة والسلطات التقليدية والدينية وممثلي العالم الريفي والتخصصات المرجعية، قد أعاد الثقة إلى الشعب التشادي وسمح بإبلاغة عهد جديد. وقد رُسخ هذا العهد الجديد في دستور 31 مارس 1996، الذي تم اعتماده باستفتاء، وُعُل في عامي 2005 و2013.

وبعد مضي عقدين من تجربة المؤسسات الموضحة في هذا الدستور، فقد طالب المنتدى الوطني الشامل المنعقد بأجمينا في الفترة من 19 إلى 27 مارس 2018، بإجراء الإصلاحات اللازمة لتعزيز الديمقراطية ودولة القانون.

لقد سمح المنتدى الوطني الشامل الثاني الذي نظم في الفترة ما بين 29 أكتوبر إلى الأول من نوفمبر 2020 بتقييم تنفيذ القرارات الأربعة والسبعين (74) المنبثقة من المنتدى الوطني الشامل الأول، كما سمح أيضا بإيراز الحاجة إلى إدخال بعض التعديلات بهدف توطين السلام والوحدة الوطنية والاستقرار وسيادة القانون والحكم الرشيد وتحسين أداء مؤسسات الجمهوريّة.

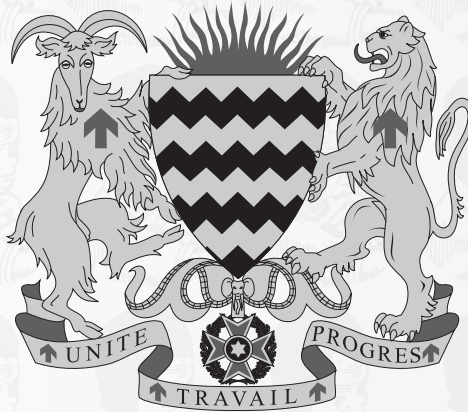
إن عملية الإصلاحات التي اعتمدها الشعب والمرسوخة في هذا القانون الدستوري، تعتمد شكل دولة موحدة لامركزية أقوى مع التحديث العميق لمؤسسات الدولة.

المحتويات

الصفحة	الموضوع
5	الديباجة
7	الباب الأول : الدولة والسيادة
8	الباب الثاني: الحريات والحقوق الأساسية والواجبات
9	الفصل الأول : الحريات والحقوق الأساسية
14	الفصل الثاني : الواجبات
15	الباب الثالث : السلطة التنفيذية
16	الفصل الأول : رئيس الجمهورية
24	الفصل الثاني : الحكومة
26	الباب الرابع : السلطة التشريعية
31	الباب الخامس : العلاقات بين السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية
38	الباب السادس : السلطة القضائية
40	الفصل الأول : المحكمة العليا
42	الفصل الثاني : محكمة الحسابات
44	الفصل الثالث : القواعد العرفية والتقليدية
45	الباب السابع : المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي
45	الباب الثامن : اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان
46	الباب التاسع : القضاء العسكري
47	الباب العاشر : السلطة العليا للإعلام السمعي البصري
48	الباب الحادي عشر : الدفاع الوطني والأمن
49	الفصل الأول : الجيش الوطني التشادي
49	الفصل الثاني : الدرك الوطني
50	الفصل الثالث: الشرطة الوطنية
50	الفصل الرابع : الحرس الوطني للبدو والرحل
50	الفصل الخامس : الشرطة القضائية
51	الباب الثاني عشر: التجمعات المستقلة
55	الباب الثالث عشر : السلطات التقليدية والعرفية
56	الباب الرابع عشر : التعاون والمعاهدات والاتفاقيات الدولية
57	الباب الخامس عشر : المراجعة
57	الباب السادس عشر : الأحكام الانتقالية والختامية

جمهورية تشاد

وحدة - عمل - تقدم



الدستور

صدر في 4 مايو 2018

وتم تعديله بالقانون الدستوري رقم 017/رج/2020 الصادر في 14 ديسمبر 2020